

INpreCOR

Numéro 344 du 17 au 30 janvier 1992 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

✓ Maroc : Entretien avec A. Serfaty

✓ Cuba : L'île sous le vent



ALGERIE : LE BRAS DE FER

3

ALGERIE

Coup d'Etat contre les élections
Interview de Chaouki SAHLI

4

L'urne de Pandore
Chaouki SAHLI

5

Les ennemis du FIS
Samira FELLAH

7

TUNISIE

Etat policier
Témoignage de Rym BEN AMOR

8

MAROC

Une atmosphère de "fin de règne"
Interview d'Abraham SERFATY

13

SRI LANKA

Guerre et FMI
Phil HEARSE

14

CUBA

La solitude du coureur de fond
Janette HABEL

18

PAYS BASQUE

Quelle libération nationale ?
J. IRIARTE "BIKILA"

20

EUROPE

Les nations sans Etat
Alain NAZIER

21

FRANCE

Un automne chaud
François OLLIVIER

24

ITALIE

Congrès du PRC
Livio MAITAN

26

RUSSIE

Les rois du racket
Interview de Iouri MARENITCH

28

La valse des étiquettes
Interview d'Alexandre BOUZGALINE

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Campagne d'hiver

Depuis le mois d'octobre 1991 nous faisons, avec votre aide, une nouvelle campagne de promotion d'Inprecor. Vous avez été nombreux à nous envoyer des adresses de vos connaissances à qui nous avons envoyé deux numéros gratuits de notre revue. En outre, Inprecor a lancé une "grande offensive" dans la presse, pour se faire connaître et gagner de nouveaux lecteurs.

Têtue, la rédaction d'Inprecor, ne veut pas en rester là... Voilà pourquoi nous avons fabriqué une affichette et un petit prospectus de présentation de notre revue, que nous tenons à votre disposition (envoi évidemment gratuit sur demande).

Nous comptons sur vous !

La rédaction

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par PEC (Presse-Edition-
Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 230 FF pour six mois.
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à
l'ordre

de "PEC", à adresser à Inprecor,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence

Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement ☐

Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois) ☐

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Coup d'Etat contre les élections

Alors que les résultats du premier tour des élections législatives n'ont fait que confirmer le rôle croissant du Front islamique du salut (FIS) sur la scène politique algérienne et l'effondrement du Front de libération nationale (FLN) au pouvoir, le président Chadli a présenté sa démission, le 11 janvier 1992, et annoncé la dissolution de l'Assemblée populaire.

Il s'agit d'un coup d'Etat, fomenté par les militaires, qui met en veilleuse le processus démocratique, entamé sous la pression des émeutes d'octobre 1988. Notre correspondant, Chawki Sahli, nous livre ses premières analyses.

INPRECOR : *Est-ce que tu peux revenir sur ce qui s'est passé ? Comment interprètes-tu ce coup d'Etat qui se veut "constitutionnel" ?*

Chawki SAHLI : Le Conseil constitutionnel avait des recours à examiner concernant de multiples irrégularités, mais qui n'auraient de toute évidence rien changé aux résultats prévisibles du second tour et à la victoire du FIS, à moins d'une solide campagne de peur orchestrée par le pouvoir (voir l'article en p. 5). Or, nous avons assisté à une mobilisation de gens qui se disent démocrates, et qui, dans un Comité de sauvegarde de l'Algérie, appelaient à l'annulation du second tour ; en fait, ils ne demandaient ni plus ni moins que la suspension du processus démocratique algérien.

Cela a contribué à légitimer la victoire du FIS au niveau populaire, au lieu de la combattre.

Cela dit, les déclarations officielles se voulaient plutôt rassurantes. Il n'y avait d'ailleurs certainement pas une unanimité dans la classe dirigeante quant à l'attitude à adopter face à la victoire du FIS. Ces derniers jours, nous avons même écarté la possibilité d'une issue violente par un coup d'Etat militaire — en fait, celle-ci était effectivement écartée, mais au profit d'une solution qui, sous couvert de légalité constitutionnelle, n'est ni plus ni moins qu'un coup d'Etat à peine déguisé, qui pour le moment se fait dans le calme. Selon certaines rumeurs, il y aurait eu une réunion de généraux dès le dimanche 5 janvier.

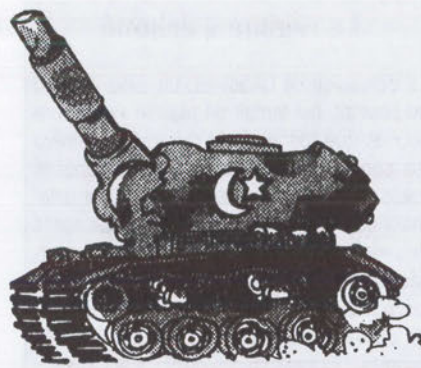
L'armée a démissionné le président ; mais, dans la Constitution, rien ne prévoit une telle démission — un décès est envisagé, mais pas une démission en l'absence d'une Assemblée.

Pour être dans le cadre légal, l'armée aurait dû interpréter cette démission comme un décès, et donc désigner un président provisoire au sein du Conseil constitutionnel, continuer le processus électoral et préparer des élections présidentielles. Mais ce qui a été choisi, c'est de jouer la crise constitutionnelle : puisque la Constitution ne le prévoit pas, alors le Conseil constitutionnel n'est pas tenu d'organiser des élections dans 45 jours, ce qu'il aurait pu faire. Ce qui a été décidé, et tel était l'objectif du régime, c'est l'arrêt du processus législatif ; même les élections présidentielles ne sont absolument pas garanties dans le délai prévu des 45 jours [elles ne devraient avoir lieu qu'en 1994, ndlr].

Le Conseil de sécurité se trouve soudainement obligé d'assumer la charge d'un président provisoire. La situation est fort bien résumée par le quotidien *Le Matin*, qui annonce en "une" : « *Problématique intérim de Chadli, le Conseil constitutionnel se dessaisit, le Haut-Conseil de sécurité décide* ». Or, s'il y avait réellement une intention légaliste, c'est le Conseil constitutionnel qui aurait dû assurer cet intérim.

C'est l'armée qui a pris provisoirement le pouvoir, sous un cache-sexe constitutionnel. Ce sont les généraux de l'armée des frontières qui ont recommandé à Chadli de s'éclipser, donnant satisfaction ainsi aux gens du FIS, qui demandaient son départ, afin d'apparaître comme une nouvelle équipe qui ne porte pas la responsabilité du bilan du régime précédent.

Un des facteurs de la crise du régime — auquel nous n'avions pas su donner toute son importance —, qui a conduit au coup d'Etat institutionnel est le fait que ce sont les militaires qui ont réprimé durement au mois de juin 1991 les émeutes, et donc les intégristes (1) ; ils envisageaient sans doute mal



— et beaucoup moins que Chadli — comment cohabiter avec le FIS, qui aurait pu réclamer la condamnation et la démission des têtes de la hiérarchie militaire.

Maintenant, le FLN risque d'être totalement balayé de ce pouvoir ; les militaires vont chercher à trouver d'autres moyens pour être représentés au sommet de l'Etat.

♦ *Quelles sont les réactions des partis, et surtout de la population ?*

La situation est dramatique, car l'arrêt du processus électoral est la meilleure manière de légitimer le FIS. Au niveau de la population, l'option islamiste risque de se voir consolidée, voire de devenir réellement hégémonique.

Pourtant, cela ne veut pas dire que le FIS ait le moral au beau fixe. La démission de Chadli a été annoncée alors que se tenait un meeting du FIS, dans un stade d'Alger, sans y provoquer la moindre réaction — les participants sont rentrés chez eux, tranquillement. Le FIS a protesté contre l'annulation du second tour, soutenu en cela par les Iraniens (2).

Il ne faut pas se tromper, le fait que les forces intégristes se tiennent tranquilles aujourd'hui ne signifie pas qu'elles soient en recul dans la société ; au contraire, elles sortent grandies comme représentantes légitimes du peuple.

L'aile dure du FIS a, en fait, été liquidée, au niveau de la direction, au moment de l'Etat de siège. La direction actuelle est majoritairement composée de notables prêts à collaborer avec le pouvoir. Cependant, à la base du FIS, il y aura des mouvements radicaux incontrôlables, mais qui ne seront sans doute pas immédiats, car le Front islamique vient de subir plusieurs défaites successives : celle de juin 1991, une répression active, et celle de ces récentes élections annulées.

Les petits partis libéraux proches du pouvoir sont contents, même s'il ne pavoisent pas. Le Front des forces socialistes

1) Voir *Inprecors* n° 322 et 334 des 7 juin et 5 juillet 1991.

2) Cette interview a été réalisée à la veille de la première déclaration de la direction du FIS, appelant le peuple algérien à se « préparer à toute éventualité » pour sortir le pays de la « situation dangereuse dans laquelle ils se trouvent » (*Libération*, 14 janvier 1992). Mais cette déclaration cherche plutôt à répondre à la base du FIS qu'à affronter l'armée. Après une réunion avec le FIS, le FLN a, par ailleurs, déclaré son opposition au coup d'Etat.

Le régime a échoué

La démission de Chadli est un aveu d'échec du pouvoir, qui tentait de réaliser l'ouverture économique libérale en la dissimulant derrière les concessions démocratiques accordées après octobre 1988 ; elle vient rappeler utilement que le pouvoir ne se donne pas après des élections, et que, dans les phases traversées à ce jour, il a toujours été détenu par la caste militaire. (...)

Si les intégristes menacent les droits des femmes, l'expression des opinions et l'existence des partis, s'ils promettent un régime d'oppression, ce ne sont pas les chars qui garantiront les libertés.

L'action des prétendus démocrates en faveur de la mise entre parenthèses de la démocratie ne peut qu'offrir au FIS un statut de martyr et une stature d'opposition unique.

C'est pourquoi le PST réaffirme sa détermination à défendre les libertés menacées, sa disponibilité à constituer le front démocratique le plus large dans ce but.

Mais le seul moyen d'arracher les jeunes et les masses populaires au parti du désespoir, c'est la construction, dans les luttes de tous les jours, d'une alternative qui rassemble le plus grand nombre dans le refus de l'exploitation et de l'injustice sociale. ★

Déclaration du Parti socialiste des travailleurs, 12 janvier 1992.

(FFS) d'Aït Ahmed exprime sa surprise et son mécontentement, même s'il n'est pas très combatif dans son opposition au coup d'Etat.

Paradoxalement, une partie de la population semble rassurée, après la crise évidente de ces derniers jours, mais sans enthousiasme. Il semble que la campagne de peur autour d'un possible Etat intégriste ait eu un certain effet et les gens vivent le moment actuel comme un répit dans une situation confuse aux issues incertaines. En fait, les gens s'attendaient à une réaction sanglante de la part du régime ; la manière douce a provoqué une sorte soulagement.

◆ *A l'étranger, Aït Ahmed apparaît comme le seul dirigeant politique à condamner le coup d'Etat. Qu'en est-il exactement ?*

La direction du FFS a réagi, mais ses militants sont comme les autres. Aït Ahmed voulait être une sorte de recours et il est présenté comme tel dans les médias occidentaux ; mais, au niveau de son électorat, il y avait une forte inquiétude car les gens ont compris que le FFS n'était pas une alternative nationale, et qu'il n'était que kabyle.

◆ *A ton avis, que peut-on prévoir maintenant ?*

Il nous faut encore quelques jours pour savoir quelle tournure que prendra cette transition, qui peut être plus ou moins brutale ; cela dépend des réactions du FIS, mais surtout de la volonté des militaires — ils peuvent, par exemple, décider d'empêcher les partis de fonctionner.

Le plus probable c'est que l'armée essaiera de se tourner vers une sorte d'ouverture où les partis pourront fonctionner sous haute-surveillance. Aujourd'hui, les militaires ont tous les moyens pour imposer leur volonté, et fixer les élections quand bon leur semblera.

Une des données essentielles de la situation est la faillite économique ; le régime aura besoin de prendre des mesures sociales draconiennes et il risque de profiter du choc provoqué par la nouvelle situation pour les imposer aux travailleurs. Dans l'hypothèse d'une réaction organisée de ceux-ci, l'armée n'hésitera pas à répondre par la violence. ★

Propos recueillis par Sophie Massouri
13 janvier 1992



une majorité de députés avec une minorité de voix, puisqu'il a obtenu les voix de seulement 24 % des inscrits.

Le Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Aït Ahmed a exprimé le consensus des masses opprimées dans leur droit à parler tamazight (la langue berbère) et suscité, dans le centre du pays, l'espoir des adversaires d'une mainmise fondamentaliste. Mais avec ses 510 000 voix et ses 26 députés, il n'est pas en course pour le pouvoir, même s'il remporte les 13 sièges en ballottage qui lui restent. Sa campagne aujourd'hui consiste seulement à conforter son leadership sur la mouvance démocratique et à élargir sa base hors du bastion kabyle.

Avec 1,65 million de voix, pour 15 députés au premier tour, le FLN a recueilli tant les voix des zones rurales, pas encore concernées par la tempête d'Octobre (2), que celles des couches inquiètes de la montée du FIS ; il est concerné par 172 ballottages. Son score important, en contradiction avec le lourd passif de trente ans de pouvoir,

L'urne de Pandore

C'est tard dans la soirée du 26 décembre 1991 que l'Algérie a découvert le résultat du premier tour des élections législatives (1) : le Front islamique du salut (FIS), grand vainqueur d'un vote qui a concerné 6,8 millions de personnes seulement sur 13 millions d'électeurs inscrits. Joie discrète des milieux intégristes, choc psychologique dans le camp adverse, silence et hésitation du pouvoir, agitation stérile d'appareils impuissants. Cet article a été écrit au lendemain du premier tour dont il analyse les résultats.

Chawki SAHLI

LES RESULTATS du 26 décembre témoignent qu'en l'absence d'un grand parti des travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les ouvriers victimes du libéralisme ont choisi, pour exprimer leur protestation, le drapeau d'une direction rétrograde, parce qu'elle a donné l'illusion d'une opposition radicale, puissante et efficace, capable de nous sortir de la misère.

Le mode de scrutin a poussé au vote utile, et renforcé, en l'absence d'alternative, le poids du vote FIS comme vote sanction

contre le pouvoir du Front de libération nationale (FLN).

Le FIS emporte, dès le premier tour, 188 sièges sur 430 et reste en course dans la presque totalité des 199 sièges en ballottage. Il a obtenu 3,26 millions de voix sur 6,8 millions de suffrages exprimés et sur 13 millions d'électeurs inscrits. Si l'on ajoute les 150 000 voix du parti Ennahda, à peine inférieur au FIS, et les 368 000 voix de Hamas, intégristes plus modérés, les fondamentalistes ont remporté la majorité des voix. Il suffit donc de 28 sièges au second tour pour que le FIS obtienne la majorité à lui tout seul. Le succès du FIS conforte son hégémonie sur le camp populaire et le mode de scrutin injuste peut lui donner, au second tour,

1) Voir *Inprecor* n° 342 du 6 décembre 1991.

2) Référence aux émeutes d'octobre 1988 à Alger.

signifie que le vote FLN a servi de refuge pour nombre de ceux qui craignent le FIS dans les couches moyennes, mais aussi parmi les masses populaires.

Les élites intellectuelles et sociales semblent avoir choisi de voter pour la multitude de partis libéraux démocratiques, dont les voix sont rendues inutiles par le scrutin majoritaire. Le Rassemblement culturel démocratique (RCD), avec 200 000 voix, le Mouvement démocratique algérien (MDA) de Ben Bella avec 135 000, et 30 autres partis libéraux, qui totalisent 300 000 voix, avaient, dans l'ensemble, fait campagne pour le scrutin à deux tours, sous l'impulsion du pouvoir, qui savait qu'il recueillerait, au second tour, les voix cumulées de ces poussières de partis. Ils ont engouffré des sommes énormes pour présenter des milliers de candidats.

Elections ni propres ni honnêtes

Sur 40 partis, il en restera donc trois. Si le Parti socialiste des travailleurs (PST) peut être satisfait d'avoir, par sa campagne, intéressé les masses populaires, il n'est pas apparu, bien sûr, comme une force crédible capable d'apporter le changement tout de suite. Il a cependant commencé à bâtir une référence à contre-courant du libéralisme.

Le PST a toujours contesté la légitimité de ces élections, dont les règles étaient antidémocratiques : moyens financiers et organisationnels disproportionnés, mode de scrutin qui amplifie le score des grands appareils, campagne médiatique partielle : tout y contribuait. La complexité des procédures de vote, comme la confusion du champ politique, ont conduit à plus de 6 millions d'absentions et de votes nuls.

La procédure de vote a été compliquée pour exclure les analphabètes, et seul le FIS a mis en œuvre des moyens d'encadrement nécessaires pour récupérer le vote des femmes et des analphabètes ; il a organisé des cours pour entraîner ses sympathisants illettrés à cocher le bon numéro sans dépasser le cadre prévu. Les 924 000 votes nuls représentent les votes perdus des électeurs illettrés des adversaires du FIS qui n'avaient, eux, rien prévu.

Dans nombre de bureaux de vote majoritairement féminins, le FIS l'emporte largement. Le droit de vote des femmes, fraîchement conquis à la barbe des intégristes, tourne à l'avantage des ennemis du droit des femmes parce que les partis dits démocratiques n'ont pas tous sorti "leurs" femmes et ne les ont pas associées au débat politique, alors que les intégristes se mobilisaient avec leurs militantes.

Le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS) stalinien et le Parti du travail (PT)

lambertiste, les ont tous deux boycottées — le premier exigeant l'interdiction du FIS, et le second insistant sur la libération préalable des dirigeants du FIS emprisonnés. Au lendemain du vote, les lambertistes, plutôt gênés, s'abstenaient de parler du gouvernement FIS-FLN ou FIS-FFS qu'ils avaient réclamé auparavant. Le PAGS, lui, lançait ses forces militantes amoindries dans une campagne hystérique pour l'annulation du second tour.

Eventuel coup de force ?

En fait, le pouvoir ne s'attendait pas à la victoire du FIS ni au fort taux d'abstention. Le ministre de l'Intérieur a d'abord bredouillé que tout s'était déroulé dans le calme et que la participation était en progrès... Ensuite, devant l'ampleur de l'échec, il semble bien que la possibilité d'un coup de force ait pu être envisagée, l'écart en nombre de sièges obtenus entre le FIS et ses concurrents étant tel qu'il n'était pas possible de rêver à un retournement. La panique, qui s'est emparée notamment des couches moyennes, est utilisée dans une campagne folle pour l'annulation des élections. Des dirigeants de partis démocrates, le PAGS et des journaux démocratiques s'engouffrent dans un Comité de sauvegarde de l'Algérie, créé par l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et des organisations patronales.

Cette agitation discrédite la démocratie et grandit le FIS, qui garde un calme olympien. La marche appelée par Aït Ahmed le

2 janvier, par son caractère massif, est le seul élément positif dans cette situation désastreuse, réconfortant les uns et forçant les autres au respect.

Il apparaît peu probable que le FLN puisse remonter la pente, même avec les circonscriptions qu'annulera le Conseil constitutionnel. Mais les jeux ne sont pas faits : coalition FLN-FIS, gouvernement Hachani islamo-technocratique (3), ou débordement rapide des ailes radicales ? De quoi demain sera-t-il fait ?

L'Occident financera-t-il un éventuel gouvernement FIS ou le laissera-t-il crouler sous le service de la dette ? Entre les possibilités réelles offertes par un régime de terreur pour écraser le pouvoir d'achat, fermer les entreprises publiques et ouvrir l'économie au marché mondial et la peur de déstabiliser sa domination sur toute une région, l'impérialisme hésite.

Le seul moyen de résister au FIS est la mobilisation pour la défense des acquis culturels et démocratiques. Seules seront perdues les libertés qui ne seront pas défendues, et la lutte peut être efficace quel que soit le gouvernement en place. Ceux qui défendent les libertés démocratiques doivent agir ensemble.

Mais pour vaincre l'intégrisme, il faut arracher aux intégristes la jeunesse des quartiers populaires, en continuant le combat contre le libéralisme et en résistant aux plans du Fonds monétaire international (FMI). ★

Alger, 7 janvier 1992

3) Abdelkader Hachani est le porte-parole provisoire du FIS, depuis l'arrestation d'Abassi Madani et d'Ali Belhadj.

Les ennemies du FIS

Les médias occidentaux ont récemment découvert le mouvement des femmes en Algérie, et surtout sa lutte contre les intégristes.

Cependant, ce mouvement ne date pas d'hier, comme le rappelle ce témoignage d'une militante du Parti socialiste des travailleurs (PST) et du mouvement des femmes algérien (voir *Inprecor* n° 325 du 1er mars 1991).



Samira FELLAH

DURANT la guerre d'Indépendance, les femmes ont pris part à la lutte de libération : certaines, les plus connues, ont posé des bombes mais il ne s'agissait que d'une minorité ; d'autres sont parties à la montagne rejoindre la guérilla ; cependant, la plupart ont participé à la résistance dans les villes, alors que les hommes partaient dans les montagnes. Leur participation à cette lutte a donné un fort sens de la légitimité historique aux femmes algériennes. Aujourd'hui encore, certaines d'entre elles investies dans la guerre d'Indépendance sont en première ligne du mouvement démocratique.

Le Front de libération nationale (FLN) au pouvoir n'a jamais accepté que les femmes prennent part à la guérilla. En 1958, il a donné l'ordre que toutes les femmes lut-

tant dans les montagnes, et à la frontière tunisienne, soient renvoyées à la maison. Les femmes n'ont jamais été représentées dans les organes de direction du FLN ou de l'armée de libération.

Il était donc prévisible, qu'au moment de la déclaration d'indépendance, le FLN poursuivait cette politique d'exclusion vis-à-vis des femmes. A Alger, plusieurs d'entre elles protestèrent contre cela, ce qui conduisit le président de l'époque, Ahmed Ben Bella, à favoriser la création d'une association des femmes algériennes, afin de canaliser leur mécontentement. Depuis sa création en 1963, cette association a toujours été dirigée par des hommes — certains d'entre eux se sont même permis de dire parfois « *Nous, les femmes d'Algérie* ».

La construction d'un mouvement autonome

Les racines du mouvement des femmes actuel viennent de l'extérieur de cette association, de femmes qui ont résisté aux tentatives du gouvernement de mettre en place une législation discriminatoire.

Le FLN était un mouvement de libération avec un programme national, mais sans programme social précis pour la construction d'une Algérie indépendante ; il a été influencé par les forces sociales les plus diverses, y compris les fondamentalistes.

Depuis l'Indépendance, le gouvernement a essayé à plusieurs reprises d'imposer une loi de la famille qui régit le mariage, le divorce, l'héritage, etc., selon la loi islamique. Une telle loi était complètement inacceptable pour les femmes qui avaient pris part à la guerre de libération, et, dans les années qui ont suivi l'Indépendance, elles ont créé un mouvement des femmes informel.

Le tournant vers l'industrialisation de la fin des années 60 et du début des années 70 a permis aux filles d'aller à l'école et à l'université — les nouvelles industries avaient besoin de main-d'œuvre féminine. A cette époque, les femmes avaient la possibilité d'améliorer significativement leurs conditions sociales. Mais avec la fin de l'"âge d'or", au début des années 80, la situation des femmes a recommencé à se détériorer. Les licenciements les ont touchées en premier.

Dans les années 80, des mouvements indépendants, tels celui des femmes et ceux des étudiants et des Berbères, ont été durement attaqués par le gouvernement. C'est le mouvement des femmes qui a opposé la résistance la plus acharnée ; les gens disaient : « *Les femmes sont les seuls hommes qui restent dans ce pays.* » Après les grandes manifestations de 1981, 1982 et 1983, le mouvement a connu un recul sévère

en 1984, l'année où le gouvernement a présenté sa loi sur le Code de la famille.

En 1988, l'Algérie a connu une explosion sociale. Les jeunes (60 % de la population a moins de 20 ans et 75 % moins de 25 ans) ont occupé les rues de la capitale et attaqué toutes les institutions symbolisant le régime. Cette révolte a heurté le pouvoir et a eu pour conséquence l'apparition de plusieurs partis politiques.

En octobre 1988, la répression a été terrible. Des milliers de jeunes ont "disparu". Des femmes ont assiégé les casernes, les commissariats et les prisons ; elles ont organisé des comités pour la libération de leurs fils, contre la torture et pour les libertés démocratiques. C'est à partir de ce mouvement que sont apparus des groupes de femmes organisés dans de nombreux endroits, surtout dans le Nord du pays.

Ces structures, qui avaient des buts largement identiques, ont ensuite construit une coordination nationale, à partir du travail en commun. Cette collaboration a été renforcée par la campagne haineuse lancée contre les femmes par les fondamentalistes, qui, au départ, s'est manifestée par des insultes verbales dans les rues, les médias et les mosquées.

La cible des intégristes

Le message essentiel des intégristes était que les seules causes de la crise de l'Algérie sont les femmes : elles sont responsables du déclin du système éducatif, car la plupart des enseignants sont des femmes ; responsables de l'augmentation de la criminalité, car elles ne sont pas là où elles devraient être, à la maison en train d'éduquer leurs enfants ; responsables, enfin, de la décadence morale du pays.

Au bout de quelques mois, tout le pays était dans un état de choc réel. Les femmes se faisaient attaquer dans les rues, les bus, au travail ou à l'université, en particulier, les femmes seules, veuves, divorcées ou célibataires.

A cette époque, les groupes de femmes organisaient des rassemblements, des manifestations et d'autres activités presque tous les week-end ; le mouvement semblait grossir après chaque attaque. Durant tout 1989 et le premier semestre 1990, le mouvement des femmes a été pratiquement la seule force à s'opposer activement aux fondamentalistes, et ce dans des conditions d'isolement social total. Certains partis incluaient l'émancipation des femmes dans leurs programmes, mais elles ne pouvaient pas compter sur leur appui — hormis les partis d'extrême gauche.

L'activité du mouvement des femmes amena le Front islamique du salut (FIS) à changer de tactique à l'occasion des élections municipales : ceux qui, auparavant,

insultaient les femmes ont commencé à parler de salaire pour les mères au foyer. Quand on leur demandait avec quoi ils le payeraient, ils répondaient qu'ils supprimeraient la police — argument très populaire dans la jeunesse.

Depuis la révolte de 1988, un profond fossé s'est creusé entre la population et le régime corrompu du FLN. Face à la dramatique pénurie de logements — en moyenne, trois personnes vivent dans un 9 m² —, les intégristes ont proposé des logements pour tous. Ils ont également annoncé une distribution équitable de l'eau, inégalement répartie entre quartiers riches et pauvres. De telles propositions ont été bien accueillies par les femmes. Cela explique pourquoi des femmes qui avaient participé aux manifestations contre les attaques intégristes ont voté pour eux, le 12 juin 1990, contribuant à leur victoire.

Batailles démocratiques et économiques

Le mouvement des femmes s'est battu contre la loi électorale en vigueur en juin 1990, qui permettait à un homme de voter pour lui, pour son épouse et pour trois autres personnes. Au départ, seuls le mouvement des femmes et l'extrême gauche ont lutté pour ce droit, puis ce front s'est amplifié et 28 partis ont demandé une réforme de la loi électorale, qui a finalement été octroyée.

Les femmes ne doivent pas seulement s'occuper des questions démocratiques ; elles subissent aussi la crise économique, qui a empiré ces derniers mois. L'accord entre le gouvernement et le Fonds monétaire international (FMI) a conduit à des suppressions d'emploi massives. Le pouvoir d'achat a été drastiquement réduit. Tout cela entraîne une profonde détérioration des conditions de vie des femmes. Auparavant, le système de santé était gratuit, mais il est redevenu payant, car l'Etat est en train de se retirer de ce secteur. Cela conduira à une importante augmentation du taux de mortalité des femmes.

Le prix des livres scolaires a beaucoup augmenté. Les familles devront bientôt choisir lesquels de leurs enfants (en moyenne sept par femme) iront à l'école, et ce sont évidemment les filles qui en feront les frais. Comme les premières licenciées sont des femmes, elles doivent rentrer dans le secteur informel, en vendant sur les marchés des produits faits à la maison pour augmenter le maigre revenu familial. La perspective d'un appauvrissement croissant risque de détruire toutes les possibilités d'émancipation des femmes en Algérie. ★

SOZ, Novembre 1991

Etat policier

Le régime tunisien est confronté à une importante crise économique et sociale, à laquelle il répond par la répression. *Inprecor* a recueilli le témoignage de Rym Ben Amor, militante de l'Organisation des communistes révolutionnaires (OCR, section tunisienne de la IVe Internationale).

Rym BEN AMOR



LE GOUVERNEMENT de Ben Ali applique de manière drastique un programme d'ajustement structurel inspiré par le Fonds monétaire international (FMI). Cela se traduit par une libéralisation

de l'économie (le commerce extérieur a été privatisé à 65 %), des augmentations des prix — multipliés par deux en quatre ans —, des privatisations (qui ont entraîné 5 000 licenciements depuis deux ans), et une modification du Code du travail pour permettre plus de flexibilité.

L'Etat n'assure plus certaines prestations sociales qu'il assumait après l'Indépendance. Une loi prévoyant la privatisation de la moitié des hôpitaux publics a été votée en juillet 1991 ; en outre, le gouvernement a annoncé que la sécurité sociale ne couvrirait plus que 80 % des frais d'hospitalisation, contre 100 % auparavant — une semaine à l'hôpital coûtant 800 dinars, les gens devront donc payer 100 dinars, soit l'équivalent du salaire minimum mensuel. Cette loi entrera en vigueur de manière progressive, pour éviter toute réaction. Mais déjà, les services des hôpitaux publics se sont beaucoup dégradés, à cause de la diminution importante du budget de la santé.

L'Etat encourage aussi la création d'écoles primaires et de collèges privés ; le Parlement a refusé d'adopter une loi sur la création d'universités privées, mais cela commence à se faire en pratique.

Tout cela se traduit par un chômage qui toucherait plus de 500 000 personnes et par un appauvrissement général de la population. Or, fin décembre 1991, le Premier

ministre a annoncé que le programme d'ajustement n'avait été appliqué qu'à moitié et que maintenant il allait être totalement développé...

Malgré toutes ces mesures, le taux de croissance, prévu à 6 % pour 1991, n'a pas été atteint 2 %.

Le prétexte intégriste

Au cours de la guerre du Golfe, le soutien du mouvement de masse à l'Irak a été important (1). Mais après la victoire de l'impérialisme, le pouvoir, qui avait adopté une position démagogique lors de la guerre — soutien de façade pour l'opinion interne, et aval de toutes les décisions des Nations-Unies — a acquis une certaine crédibilité, alors que les mobilisations reculaient. Le pouvoir en a profité pour attaquer les intégristes du mouvement Ennahda : il a procédé à 12 000 interpellations (arrêtant tous ceux qui avaient eu des rapports de près ou de loin avec eux) suivies par de nombreuses incarcérations. Les réseaux des intégristes ont été entièrement démantelés. Le régime a utilisé la démagogie dans les médias pour mener à bien cette répression, inventant de nombreux scénarios de prétendus coups d'Etat ou insurrections d'Ennahda, etc (2).

Le régime a aussi essayé de contenir les autres mouvements de masse au nom de la lutte contre les intégristes. Les faibles partis d'opposition démocratique — dont principalement le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) et le Rassemblement socialiste progressif (RSP) — se sont rassemblés autour du pouvoir pour former un front contre les intégristes. Ils ont ensuite exigé leur dû car, pour l'instant, il ne sont même pas représentés au Parlement — cependant, même ces miettes ne leur ont pas été octroyées et le pouvoir continue à les manipuler.

La répression a représenté un coup très dur pour Ennahda, dont tous les cadres sont en fuite ou en prison. Les intégristes ne prennent donc plus d'initiatives publiques et n'ont pas d'activités politiques. Cela ne veut pas dire qu'ils sont finis. Dans plusieurs villes, il existe un mouvement de soutien avec les victimes de la répression, qui deviennent des martyrs. A chaque fois que les intégristes ont été frappés par la répression (en 1981 et 1987 notamment), on a observé une augmentation de leur audience. A moyen terme, ils réapparaîtront sur la

scène politique, surtout après les événements d'Algérie, qui ont un écho important en Tunisie.

D'ailleurs, dès l'annonce des résultats du premier tour des élections législatives en Algérie, le régime a été obligé d'annoncer des réformes du Code électoral tunisien pour reconforter l'opposition bourgeoise et garder le soutien des opposants modérés.

Depuis 1989, le régime policier s'aggrave ; les rares acquis démocratiques, obtenus après le 7 novembre 1987 (3), ont complètement disparu. Il n'y a pas de liberté d'expression, et aucun journal d'opposition ne paraît plus en Tunisie — ils ont été étouffés par la censure et par les pressions économiques. Le gouvernement ne tolère aucune critique de la part de la faible opposition démocratique.

Nous vivons dans un climat de répression totale, tout parti qui ose s'opposer au régime est immédiatement réprimé.

Répression renforcée

Le 4 janvier 1992, à la suite de la diffusion d'un tract de l'Organisation communiste révolutionnaire, dénonçant l'austérité économique et la répression des intégristes, 23 militants de gauche ont été interpellés dans la ville de Tadjerouine ; ils ont tous été relâchés à l'exception de deux membres de l'OCR. Trois autres membres de ce groupe ont été arrêtés depuis lors ; ils ont tous subi des tortures. Le 15 janvier, cinq militants de l'OCR (Fathi Salaoui, 27 ans, ouvrier ; Saber Saadi, 18 ans, lycéen ; Mohamed Kamel Charni, 25 ans, chômeur ; Imed Zoghalmi, 20 ans, étudiant ; et Habib Souili, 24 ans, étudiant) sont passés devant le procureur général, qui a prolongé la durée de leur garde à vue (de manière illégale pour les premiers arrêtés car elle ne doit pas dépasser huit jours) et a reporté le jugement à une date indéterminée. Ils sont inculpés d'appartenance à une organisation illégale, de diffusion de tracts sans autorisation et d'atteinte à la sécurité publique. Quatre autres membres de l'OCR sont actuellement recherchés (5). ★

16 janvier 1992

1) Voir *Inprecor* n° 323 du 1er février 1991.

2) Voir *Inprecor* n° 332 du 7 juin 1991.

3) Date du renversement d'Habib Bourguiba par Ben Ali, l'actuel président de la République.

4) Des arrestations avaient déjà eu lieu en octobre 1991. Voir *Inprecor* n° 339 et 341 des 25 octobre et 22 novembre 1991.

5) Pour protester contre ces arrestations, écrire au ministère de l'Intérieur, Avenue Habib Bourguiba Tunis ; ou envoyer un fax à la Ligue tunisienne des droits de l'homme, au 216 1 79 54 66.

Une atmosphère de "fin de règne"

En septembre 1991, Abraham Serfaty, un des prisonniers politiques les plus anciens et les plus connus du monde, était libéré de la prison centrale de Kenitra, au Maroc, et banni vers la France (voir *Inprecor* n° 322 et 336 des 18 janvier et 13 septembre 1991). Aujourd'hui âgé de 65 ans, il avait été arrêté dix-sept ans auparavant, en 1974, pour son rôle de fondateur et dirigeant de l'organisation marxiste-léniniste *Ila Al-Amam* (En avant), issue de l'extrême gauche étudiante.

Familier de nos publications qu'il recevait en prison, comme de nombreux autres détenus dans les geôles de Hassan II, Abraham Serfaty a décidé de nous consacrer un long entretien portant sur les thèmes privilégiés de sa réflexion durant ses années d'incarcération. D'un commun accord, nous avons préféré attendre que la tourmente de sa liberté retrouvée se soit calmée, pour réaliser cet entretien qui est, en même temps, un moment du dialogue engagé par Abraham depuis la prison (voir sa contribution dans *Bush Imperator*, ouvrage collectif paru aux Editions La Brèche, à Paris, en novembre 1991).

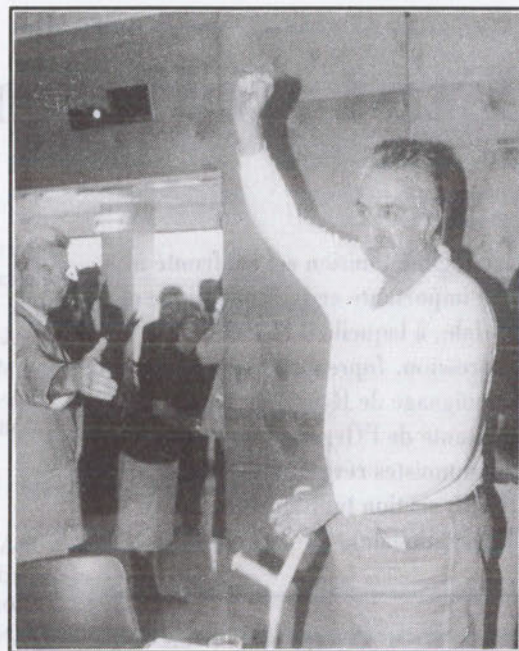
L'entretien est organisé autour de multiples dimensions imbriquées du dirigeant révolutionnaire qu'est Abraham Serfaty : le Marocain, le Maghrébin (Arabo-Berbère), l'Arabe, le Juif arabe antisioniste et l'internationaliste. Nous en publions ci-dessous la première partie, portant sur le Maroc, réservant les autres thèmes à une deuxième partie, qui sera publiée dans notre prochain numéro.

INPRECOR : Depuis ta libération, en septembre 1991, tu as décrit la situation au Maroc, à plusieurs reprises, comme une situation de "fin de règne". Quels sont les éléments qui te permettent de formuler un tel jugement sur un régime qui, vu de loin, semble bien assuré ?

Abraham SERFATY : Cette appréciation est d'abord fondée sur le fait que, depuis trois ou quatre ans, il y a convergence des luttes des forces démocratiques de l'opposition légale et des luttes des forces révolutionnaires. Certes, en ce qui concerne ces dernières, il s'agit surtout, au niveau organisationnel, de noyaux qui ne sont pas réellement des organisations structurées, mais plutôt des franges ou des courants de partis plus ou moins légaux ; *Ila Al-Amam* est le groupe révolutionnaire le plus organisé et milite dans la clandestinité. Notre influence s'est accrue de façon notable grâce au progrès de notre propre réflexion après les émeutes de 1984 (1) ; nous avons déjà

effectué une première correction politique, vers la fin de 1979, qui nous avait permis d'axer davantage notre travail dans les quartiers populaires et la classe ouvrière, mais avec encore bien des erreurs. A partir des arrestations de 1985, nous avons avancé dans cette voie et, surtout, nous avons élargi notre réflexion à des problèmes de fond de la révolution marocaine, qui étaient négligés tant par nous que par les autres forces — et notamment la question berbère. Ces idées ont fait leur chemin dans certains secteurs, dont les étudiants *qa'idiyine* (2), mais aussi dans les quartiers populaires, en particulier à Casablanca, tout en contribuant à ce que se cristallisent davantage les forces radicales au sein même des organisations légales.

Il y a aussi, bien sûr, une radicalisation autonome, qui n'est pas seulement due au travail de notre organisation, mais qui est le fait de la poussée des masses populaires et de la classe ouvrière et qui s'est traduite par le regain de dynamisme de la Confédération démocratique du travail (CDT) (3). Le poids de cette dernière s'est accru en tant qu'orga-



Abraham Serfaty lors de son arrivée en France, après sa libération, en septembre 1991 (DR).

nisation syndicale et au sein de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) (4). Il en a résulté une tendance d'ensemble à la radicalisation de l'USFP et des organisations qui en dépendent, notamment son organisation de jeunesse, la *chabiba ittihadiya* ("jeunesse unioniste").

La radicalisation globale est certes liée aux conditions objectives : les classes moyennes ne bénéficient plus des avantages matériels relativement importants qu'elles avaient dans les années 70. En outre, du point de vue politique, la mobilisation chauvine autour de la guerre du Sahara a perdu de sa valeur, même si elle est encore prônée par les partis, et c'est donc de plus en plus le problème de la démocratie, des droits de l'homme, et aussi peu à peu de la transformation politique du pays, qui prend le dessus dans la conscience des gens — dans les secteurs populaires, comme dans les classes moyennes. La convergence qui se dessine sur cette base entre des forces démocratiques légales et les noyaux révolutionnaires, ainsi que la radicalisation des premières (notam-

1) En janvier 1984, des émeutes populaires éclatèrent dans plusieurs villes marocaines, notamment dans le Nord du pays, en réaction à la hausse des prix. Hassan II accusa alors les "khomeinistes" et *Ila Al-Amam* d'avoir fomenté les "troubles" ; une vague importante d'arrestations s'ensuivit.

2) Etudiants *qa'idiyine*, "de base" : courant de la gauche radicale étudiante proche de *Ila Al-Amam*.

3) La CDT est la centrale syndicale proche de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) — voir note n° 4. Fondée en 1978, c'est aujourd'hui la deuxième en importance, après l'UMT (voir note n° 6).

4) L'USFP (refondée en 1975 dans la légalité est issue de l'Union nationale des forces populaires (UNFP) — scission de gauche intervenue en 1959 du parti l'Istiqlal (voir note n° 7), dirigée par Mehdi Ben Barka.

ment la CDT), expliquent la montée des luttes relativement continue depuis trois ou quatre ans, avec une exigence croissante tant sur les droits de l'homme que sur la démocratie. C'est évident dans l'attitude des partis légaux face à la Constitution, puisqu'ils sont passés, en quelques mois, de la demande d'amendements constitutionnels à celle, le 19 novembre 1991, d'un changement de Constitution, qui est évidemment incompatible avec le régime d'Hassan II.

◆ *Le principal trait nouveau de la situation de ces derniers temps serait donc ce changement d'attitude des classes moyennes autour de la question démocratique : c'est ce qui te fait parler de "fin de règne" aujourd'hui ?*

C'est bien cela. Certes, c'est un phénomène complexe, et il ne se limite pas aux classes moyennes : l'exigence de liberté est très profonde. En même temps, il y a effectivement convergence entre des forces démocratiques légales et des forces d'opposition plus radicales, voire révolutionnaires, par le développement des luttes et par le dépassement des anciens sectarismes de part et d'autre (par exemple, l'Al-Amam rejetait auparavant ces forces légales comme réformistes et elles nous rejetaient soit comme aventuriers, soit comme traîtres à la cause de la "marocanité" du Sahara). Aujourd'hui, dans la pratique des luttes, la question sahraouie est passée au second plan ; elle n'est plus un facteur de division, et ceci est très important.

D'autre part — et c'est là où il faut voir pourquoi nous définissons l'objectif concret comme étant celui du renversement de Hassan II et pas encore celui de l'abolition de la monarchie — la convergence se fait contre le roi. Dans le peuple, il y a sans aucun doute un rejet non seulement de celui-ci, mais aussi de la monarchie — c'est particulièrement clair pour les masses populaires des villes. En revanche, les classes moyennes ne rejettent pas encore la monarchie ; elles sont encore sous l'emprise des idéologies anciennes du mouvement national marocain dominé par la bourgeoisie depuis 60 ans. Une certaine crainte d'être dépassées et un souci de stabilité les retiennent d'aller jusqu'à mettre en cause la monarchie.

Il y a, par contre, convergence dans l'opposition à Hassan II, même si ce n'est pas exprimé clairement — et cela ne peut pas l'être par les partis d'opposition légaux. Nous-mêmes, nous rejoignons cet objectif

aujourd'hui, tout en prévoyant son dépassement dans l'avenir.

La convergence contre le roi est aussi due à un facteur important qui a pris corps au cours des années 80, et notamment depuis 1984 : le pouvoir de Hassan II, s'il continue d'assurer les intérêts des classes dominantes, s'isole relativement au sein des ces mêmes classes dominantes, en constituant ce que nous avons appelé une "mafia makhzénienne" intégrée aux vieilles structures du pouvoir de type "féodal" makhzénien (5). Ce système est essentiellement fondé sur les chefs de l'appareil de la police et de la gendarmerie, et, plus marginalement, sur certains généraux — on ne peut pas dire que l'armée participe véritablement à ce système de pouvoir, comme corps constitué. Il s'agit surtout d'une dictature policière, sous l'égide de Hassan II, qui exerce un racket sur l'économie en plus de la répression contre le peuple. Cela développe des contra-

1991 contre la guerre du Golfe, où est apparue très nettement la convergence de l'ensemble des ces forces, d'une part, et l'isolement populaire de Hassan II, de l'autre. La légitimité même du pouvoir a semblé clairement remise en question par l'ensemble du peuple, y compris les classes moyennes.

◆ *Tu fais un constat de nature politique sur le sentiment dominant aujourd'hui au Maroc, dans des couches de plus en plus larges. Mais quels sont les facteurs socio-économiques sous-jacents à l'évolution politique que tu décris ?*

Cette évolution a, bien entendu, un fondement économique. Dès la fin des années 70, les avantages relatifs donnés aux classes moyennes se sont épuisés. Au cours des années 80, l'usure du pouvoir en matière de gestion économique s'est accentuée ; elle est liée, d'une part, à l'épuisement provoqué par la guerre du Sahara ; d'autre part, à la crise mondiale en général, qui fait que les exigences du Fonds monétaire international (FMI) se font de plus en plus pesantes dans le sens du libéralisme sauvage. Cela a aggravé la condition des masses laborieuses ainsi que celle des classes moyennes, et a contribué objectivement à l'isolement du pouvoir.

Les rapports de dépendance, notamment vis-à-vis de l'Europe, dont la sous-traitance dans le textile et le cuir qui s'est beaucoup développée dans les années 70 et 80, ont facilité le système de racket : les entrepreneurs marocains sont moins de véritables capitalistes que des gardeschoumres d'une main-d'œuvre bon marché et surexploitée. Ces mécanismes sont tout à fait illégaux, en infraction avec la législation du travail, et ont donc besoin de la protection policière. Celle-ci leur a été assurée contre une participation directe à cette exploitation. En même temps, les entrepreneurs désireux de réaliser des projets industriels ou commerciaux conformes aux lois rencontrent de plus en plus de difficultés.

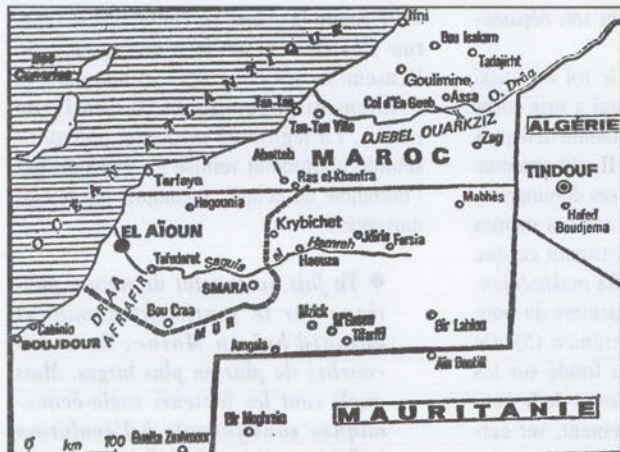
Le racket s'est étendu et, depuis les insurrections de 1984, la mainmise policière du ministère de l'Intérieur sur la vie du pays s'est considérablement étendue dans tous les domaines, y compris l'information et la culture, ainsi que dans le système économique.



dictions au sein même des classes dominantes et, à plus forte raison, entre les classes moyennes et ce système de pouvoir. Voilà pourquoi le régime de Hassan II est de plus en plus isolé politiquement, et devient la cible directe ou indirecte de ces luttes, cristallisées notamment autour de l'exigence d'un changement constitutionnel. Voilà pourquoi le Maroc d'aujourd'hui est mûr pour le renversement de Hassan II et la dislocation au moins partielle de sa mafia.

En ce qui concerne notre organisation, nous avons compris cela progressivement au cours de l'automne 1990 et plus précisément lors des manifestations de janvier et février

5) Le makhzen désignait traditionnellement le domaine et le trésor royaux, prélevant un tribut sur la population.



Cela a brimé non seulement les classes moyennes, mais aussi une partie des classes dominantes. La "mafia makhzénienne" irrite même certains intérêts économiques étrangers, de plus en plus mal à l'aise pour fonctionner normalement au Maroc.

♦ *Lors des derniers grands mouvements de masse, notamment fin 1990 et début 1991, on a pu constater le rôle central du mouvement syndical et du mouvement ouvrier en général. Mais ce facteur ne se traduit pas encore au niveau du contenu politique, resté dans les limites de ce qui est commun avec les classes moyennes — et notamment avec l'USFP qui peut être considérée comme un parti représentatif de ce milieu social.*

En fait, la classe ouvrière n'a pas encore de structuration politique lui permettant de s'exprimer de façon autonome sur ce terrain-là. Il manque encore un grand parti politique révolutionnaire de la classe ouvrière, bien que ce soit l'aspiration de nombreux militants — et pas seulement de notre organisation — qui voudraient participer à la construction d'un tel parti. C'est le cas de certains courants radicaux comme celui qui s'est détaché de l'USFP, et qui a été longtemps appelé "commission administrative" avant de se constituer récemment en Parti de l'avant-garde socialiste démocratique.

Dans le mouvement syndical, toutefois, si l'on analyse les positions politiques des dirigeants de la CDT, on peut noter une certaine prise de conscience des problèmes spécifiques de la classe ouvrière ; on pourrait parler de ce que Nicos Poulantzas appelait « l'effet pertinent de la classe ouvrière sur ses dirigeants politiques », sur l'aile radicale de l'USFP, cristallisée dans la CDT. Il faut rappeler que la classe ouvrière marocaine a des caractéristiques d'instinct de classe ou de formation de conscience de classe qui remontent loin — elle a été très fortement syndicalisée, dès les années 40, à l'époque

échapper à l'emprise des partis politiques, mais aussi pour maintenir sa mainmise sur la base ouvrière.

Dans les mines ou dans les grandes usines de Casablanca, la classe ouvrière a des traditions revendicatives de lutte de classe, qui expriment aussi, dans certaines limites, l'autonomie relative des travailleurs, et pèsent sur diverses formations politiques. C'est particulièrement clair dans l'articulation qui existe entre la poussée ouvrière actuelle et la CDT et, à travers cette dernière, l'aile radicale de l'USFP — qui est évidemment en contradiction avec la vieille garde tout à fait petite-bourgeoise dans son idéologie réformiste, marquée par l'opportunisme et par un projet de démocratie bourgeoise qui cherche même à se concilier avec la monarchie de Hassan II. Même si l'USFP et le parti de l'Istiqlal (7) ont récemment proclamé la nécessité d'un changement constitutionnel, au-delà d'un simple amendement, ce tournant n'est pas très clair dans l'esprit de leurs directions et on peut penser qu'au contraire, une partie de celles-ci s'accommoderait sans doute d'un compromis avec Hassan II. Mais la poussée profonde des masses, sa traduction dans la CDT, et le mécontentement des classes moyennes vont dans le sens d'une démocratie plus réelle, incompatible avec Hassan II — la classe ouvrière qui, d'un choix conscient, se limite aujourd'hui au terrain de la démocratie, témoigne aussi des possibilités de trans-croissance révolutionnaire dans une phase ultérieure.

La première phase, aujourd'hui en cours, doit nous permettre de concentrer les forces pour abattre Hassan II, fût-ce dans le cadre de la monarchie, et de disloquer partiellement la "mafia makhzénienne", pour conquérir des droits démocratiques. Elle pourra aller plus loin parce qu'il y a, chez les travailleurs marocains, un instinct de classe relativement avancé pour le tiers monde. Un travail en profondeur des révolutionnaires, en liaison étroite avec les militants de la CDT qui ne sont pas forcément révolutionnaires aujourd'hui, et même avec

certains militants de l'UMT, à la base, permettra de progresser dans cette voie révolutionnaire.

♦ *La conscience d'une telle éventualité, dans un pays aux contradictions aussi explosives que le Maroc — le potentiel explosif du secteur urbain marginalisé s'est révélé au cours de ces dernières années —, ne constitue-t-elle pas un frein puissant pour les forces réformatrices des classes moyennes dans la situation actuelle ?*

Il y a là, c'est vrai, une contradiction. Est-ce un frein dans l'immédiat ? Je ne le crois pas. Pour l'instant, toutes ces forces peuvent converger sur l'objectif de la chute de Hassan II. Dans la conscience populaire, Hassan II est l'ennemi du peuple : c'est très nettement apparu dans les manifestations de 1984, par exemple.

Dans une grande ville avec l'histoire sociale de Casablanca, il y a, de fait, une articulation objective dans les luttes entre les noyaux prolétariens des grandes usines et ce que j'appelle la "masse prolétarienne" des quartiers populaires. Les uns et les autres habitent ces mêmes quartiers, et il faudrait qu'un travail politique et un effort d'organisation y soient déployés — ce qui est en cours, mais à un niveau encore insuffisant.

Le dépassement des objectifs actuels vers un objectif plus révolutionnaire et plus radical est étroitement lié au développement de cette articulation. Voilà pourquoi nous insistons fortement, tant pour l'objectif immédiat que pour l'objectif stratégique, sur l'auto-organisation des masses dans les quartiers populaires et dans les usines, où les ouvriers doivent s'organiser en comités de base qui pourraient dépasser les appareils bureaucratiques de certains syndicats et surtout les dynamiser. C'est ce qui s'est fait chez les étudiants, dans le mouvement d'organisation à la base des *qa'idiyine*. C'est ainsi que pourrait prendre forme l'articulation entre masses prolétariennes et noyaux prolétariens, mais à une condition majeure : il faut que l'alternative révolutionnaire soit claire.

A cet égard, on sait bien que, dans les pays arabes, les masses semi-prolétarisées sont le terrain privilégié des mouvements intégristes, parce que très souvent on n'a pas su, du côté des forces révolutionnaires, leur apporter une perspective révolutionnaire cohérente — on s'en est souvent tenu, notamment pour les partis communistes arabes, aux approches traditionnelles "éco-

6) L'UMT est la première centrale syndicale marocaine, où interviennent notamment le parti de l'Istiqlal et le PC.

7) Le parti de l'Istiqlal (Indépendance), fondé par Alal Al-Fassi en 1944, est le parti de la bourgeoisie nationaliste libérale.

nomistes". Je pense qu'en ce qui concerne Ila Al-Amam, nous avons pu, au contraire, formuler une perspective révolutionnaire d'ensemble intégrant les aspirations de ces masses ; nos militants et sympathisants dans les quartiers populaires combinent étroitement les objectifs de la lutte démocratique pour des revendications immédiates et l'objectif stratégique d'une plate-forme révolutionnaire.

♦ *Selon toi donc, la raison principale pour laquelle le mouvement intégriste islamique serait relativement plus faible au Maroc qu'il ne l'est dans d'autres pays de la région, malgré l'ampleur de la crise sociale et économique, serait le rôle joué par le mouvement révolutionnaire marocain ?*

C'est vrai en tout cas pour des villes comme Casablanca. Je ne dis pas, bien entendu, que le mouvement intégriste n'y est pas présent, mais il n'y dispose pas de la force qu'on lui connaît dans d'autres grandes villes du monde arabe. C'est moins vrai, sans doute, dans d'autres villes du Maroc, où le mouvement prolétarien n'est pas aussi important qu'à Casablanca ou dans les principaux centres miniers. Les choses sont moins claires dans des villes à dominante petite-bourgeoise où le mouvement intégriste a une certaine force. Mais si Casablanca est le bastion principal de la révolution marocaine, cela constituera un frein non négligeable au mouvement intégriste.

Un autre facteur important faisant barrage au mouvement intégriste est constitué par les problèmes identitaires des régions marginalisées, sous la forme de la question berbère et de la question du Rif, du Souss, etc., avec la mise en valeur de la personnalité berbère et des personnalités régionales. Dans le Nord, par exemple, terrain principal des insurrections en 1984, on rencontre aussi bien dans les régions arabophones comme les Gbala, ou berbérophones comme les Riaffa, des problèmes de spécificité régionale très importants — ces régions sont, avec le Souss, les principaux pôles de l'émigration.

Nous sommes les seuls à avoir une plate-forme claire répondant à ces questions dans le cadre d'une alternative révolutionnaire : cela nous permet d'agir avec des effets rapides et d'opposer à l'alternative mythique de l'intégrisme une alternative révolutionnaire cohérente et tangible — c'est une des raisons de notre influence parmi les étudiants d'une université comme celle de Fès, qui sont originaires de ces régions. Le problème berbère concerne 60 % de la surface du pays — en Algérie, il ne s'agit que de 15 à 20 %.

Nous ne sommes encore qu'au début de cette action — nous-mêmes n'avons intégré le problème berbère à notre réflexion que dans la dernière décennie. Nos positions claires sur la question datent des trois ou quatre dernières années, mais on constate qu'elles font leur chemin assez vite.

Potentiellement, c'est une tâche tout à fait possible, à condition que se réalise clairement l'articulation entre le pôle prolétarien de Casablanca, d'une part, et les régions périphériques, de l'autre. Même des zones plus floues politiquement, comme les villes à dominante petite-bourgeoise où l'intégrisme trouve un terrain plus fertile, pourraient dépasser leurs limites actuelles dans un mouvement révolutionnaire global — on l'a vu clairement à Marrakech, ville liée également aux régions berbérophones environnantes, lors des grandes manifestations de janvier 1984.

Les forces démocratiques classiques, réformistes, ont une emprise importante sur les classes moyennes et la dynamisation convergente de ces forces avec notre propre action, au cours de ces dernières années, crée un mouvement important vers la démocratie qui montre aux masses qu'un certain nombre de conquêtes sont possibles, sans tomber dans les illusions de l'intégrisme — ce qui peut expliquer aussi que ce phénomène n'arrive pas à prendre au Maroc autant d'importance qu'ailleurs.

♦ *Le facteur identitaire pourrait-il neutraliser le rôle traditionnel de la paysannerie comme base de la monarchie, voire même créer un antagonisme entre de larges secteurs de cette paysannerie et le pouvoir ? Y a-t-il d'autres facteurs agissant dans ce sens, par ailleurs ?*

Nous avons nous-mêmes longtemps piétiné sur la question paysanne ; nous avions une approche "économiste" dans les années 70, tournée exclusivement vers les concentrations d'ouvriers agricoles dans les régions irriguées où se trouvaient les grandes propriétés. L'analyse plus précise que nous avons pu faire dans les années 80 a montré d'abord que les classes dominantes évitent absolument de constituer un prolétariat agricole permanent, quitte à perdre en termes de

productivité, faisant ainsi preuve d'une conscience de classe très lucide.

Les problèmes de la paysannerie, dans les régions classiques de domination du *makhzen* depuis des siècles, sont beaucoup plus complexes et on ne peut pas encore parler aujourd'hui de mouvements de lutte dans ces régions. Actuellement, les mouvements concernent les villes et — plus ou moins spontanément depuis les insurrections de janvier 1984 — les régions périphériques, tout le Nord notamment. La dynamique est en train de s'étendre, mais on n'en est encore qu'au début.

En Europe, j'ai constaté, dans les régions d'immigration en provenance du Nord marocain (la Belgique et la Hollande), un mouvement très important de prise de conscience ; les problèmes du Rif y soulèvent un enthousiasme extraordinaire. Au cours des conférences que j'ai pu faire, j'ai vu que les rares militants intégristes restent littéralement muets face à ces questions.

Cependant, je ne sous-estime pas les difficultés qui existent. Une partie importante des régions rurales reste sous l'emprise des systèmes de domination de la monarchie, du "fellah marocain défenseur du trône", par le truchement des notables, surtout dans les régions du centre rural. Il y a donc un travail considérable à faire, mais je pense que, dans la mesure où un mouvement révolutionnaire peut se développer à partir de centres prolétariens, comme Casablanca, et à partir de régions périphériques, une dynamique d'ensemble pourrait être créée. Ce processus passe par la convergence des forces, à l'étape actuelle, sur l'objectif de la chute de Hassan II.

♦ *Tu as évoqué le Sahara, dont le passage au deuxième plan de l'actualité a permis de débloquer aujourd'hui certaines formes de lutte contre le pouvoir. Il y a là un constat plutôt amer : jusqu'à une période récente, la guerre du Sahara a donc surtout joué en faveur du régime et certains espoirs des révolutionnaires pour que ce conflit puisse être le catalyseur d'une radicalisation contre la monarchie ne se sont pas réalisés.*

Il est indéniable que la guerre du Sahara



a donné quinze ans de sursis à Hassan II, de 1974 à 1989. La tendance dominante des ces quatre dernières années est au dépassement de ce problème dans les luttes concrètes du peuple et des forces démocratiques et progressistes ; mais le problème en soi n'est pas pour autant réglé.

Actuellement, la question décisive pour le régime est le référendum au Sahara ; le gouvernement multiplie les efforts pour saboter ce référendum, et il est clair aussi qu'un certain nombre de dirigeants politiques de l'opposition soutiennent cet effort. La guerre du Sahara constitue toujours un frein à la mobilisation des luttes populaires et à leur radicalisation. On sent que l'affaire va se dénouer dans les semaines qui viennent, et on peut donc s'attendre à ce que ce blocage s'accroisse — il est trop tôt pour dire comment les choses se dénoueront définitivement.

J'ajoute que je me demande aussi dans quelle mesure certaines réticences très récentes à un effort de convergence de l'opposition marocaine à l'étranger ne sont pas aussi dues à cela. Tout récemment une conférence a eu lieu dans le Sud des Pays Bas près de Maastricht, avec l'ensemble de l'opposition marocaine mais avec, malheureusement, de nombreux absents : certains n'étaient pas venus à cause de l'existence de rapports pas toujours très fraternels auparavant entre différentes formations, mais je me demande aussi si un certain nombre d'absences, notamment de France, ne sont pas également dues au référendum.

◆ *Si pendant quinze ans, la question saharienne a pu être utilisée par le régime, cela signifie qu'au niveau des masses marocaines, le thème général de la "marocanéité" du Sahara est resté un thème porteur. Est-ce qu'il n'y pas là un élément de réflexion ? Est-ce simplement par chauvinisme, par mystification idéologique que cette vision du problème s'est imposée, ou bien y a-t-il des facteurs plus réels, y compris peut-être les conséquences d'un certain comportement politique du Polisario, ou de son parainage par le régime algérien ?*

Il faut distinguer deux niveaux dans ce problème. Bien entendu, il y a une histoire dominante du Maroc, faite de gloire des empires, qui a marqué le peuple marocain. La carte publiée en 1956, au moment de l'Indépendance, par Alal Al-Fassi, le fondateur de l'Istiqlal, étendait le Maroc jusqu'au fleuve Sénégal ; elle était affichée chez tous les boutiquiers des villes. En outre, pour les masses marocaines, la Marche verte organisée par Hassan II en 1975 (8) était aussi une marche vers un nouvel Eldorado — le phos-

phate du Sahara et ses autres richesses allaient résoudre, croyait-on, tous nos problèmes internes.

A la fin des années 70, il y a eu un désenchantement dans le domaine économique ; contrairement aux espérances, la situation a empiré. A partir du début des années 80 — et c'est l'une des raisons sous-jacentes des explosions populaires de 1981 et 1984 —, la question du Sahara n'a plus joué un rôle de frein, même si la position des uns et des autres sur la légitimité ou non des revendications du Front Polisario s'est maintenue. En revanche, dans les classes moyennes, le problème du Sahara est resté un élément de blocage pour des raisons idéologiques liées à toute l'histoire du mouvement national marocain, sous l'emprise de la bourgeoisie depuis 1930 et qui concorde tout à fait avec l'idéologie *makhzénienne* dominante sur l'histoire du Maroc d'Idriss Ier à Hassan II. Le mouvement national marocain (le parti Istiqlal, très concrètement) a redonné vie au mythe d'une monarchie unificatrice qui, en fait, n'existait pas dans les traditions profondes du peuple marocain.

Aujourd'hui, dans les milieux populaires, les sentiments sont plus confus : les gens en ont assez de cette guerre parce qu'elle coûte cher, même en hommes pour certaines régions paysannes du pays. Durant les années 80, on a pu voir des exemples de cette lassitude et une certaine admiration pour la lutte du Polisario, car il osait faire face à Hassan II — la grande manifestation de Marrakech, en janvier 1984, concernait bien sûr les revendications du peuple, mais les tracts qui y appelaient saluaient aussi la lutte du Polisario, sans que cela entrave la mobilisation.

D'autre part, dans les régions berbères où la conscience de l'identité est de plus en plus aiguë et où le mythe *makhzénien* de l'histoire linéaire du pays est rejeté, il y a une certaine fraternité avec la lutte du peuple sahraoui, parce qu'elle met précisément en cause ce mythe. C'est évident dans le Rif, et chez les Rifains immigrés en Hollande ou en Belgique.

Si nos idées, qui vont à contre-courant de l'idéologie dominante, ont eu une telle prise sur les étudiants *qa'idiyine*, c'est non seulement parce que nous étions radicalement opposés au pouvoir, mais aussi parce que nous étions très fermes sur la question du Sahara, et sur le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Il y avait une part de sympathie pour la lutte du Polisario contre le régime marocain, mais aussi l'idée que cela remettait en cause la légitimité de la monarchie.

Dans les classes moyennes, l'idée de la "marocanéité" du Sahara est beaucoup plus affirmée que dans les masses populaires.

Mais elle est remise en cause dans les régions berbérophones ou marginalisées et parmi les militants qui rejettent la monarchie, même sans faire le lien de cause à effet avec la question sahraouie.

Quant aux craintes vis-à-vis du rôle de l'Algérie, elles ont dominé et dominent encore dans une partie importante du mouvement marocain — et il est clair qu'il y a des questions à se poser à ce sujet. Pour Ila Al-Amam, le soutien au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui était avant tout une question de principes, sans pour autant avoir d'illusions sur le régime algérien — je ne veux pas dire qu'on le mettait dans le même sac que celui du Maroc, mais nous étions conscients de ses limites. Nous soutenons entièrement la lutte du Front Polisario comme principe ; cela ne veut pas dire que nous le considérons comme l'avant-garde d'un mouvement révolutionnaire stratégique dans l'Occident arabe (Maroc, Sahara occidental, Mauritanie), comme j'ai pu l'écrire moi-même en 1972. Les choses sont plus claires maintenant. Dans les faits, le Front Polisario est l'organe de cristallisation de la lutte du peuple sahraoui, comme l'OLP pour le peuple palestinien ; par conséquent, nous le soutenons, et je le soutiens personnellement entièrement et sans réserves dans sa lutte pour le droit à l'autodétermination.

Je pense, mais l'histoire n'est jamais tracée d'avance, que, en tant que militants révolutionnaires, nous devons essayer de dégager les potentiels positifs de cette histoire, tout en ayant toujours pleinement conscience des éventualités négatives. Notre rôle est d'agir pour que les possibilités positives l'emportent sur les possibilités négatives, tout en sachant que ce n'est pas gagné d'avance.

A mon avis, les perspectives pour que cette région dans son ensemble se développe de façon positive ne résident pas seulement dans ce qui existe de positif dans la lutte de libération du peuple sahraoui et du Front Polisario, mais aussi dans la possibilité de voir le Maroc avancer sur la voie de la démocratie et d'une révolution radicale et donc d'être capable d'aider politiquement les forces positives du peuple sahraoui et du Front Polisario à l'emporter sur les risques négatifs. ★

Décembre 1991
Introduction et entretien
réalisés par Salah Jaber

8) La Marche verte fut une gigantesque marche organisée par le pouvoir royal, en 1975, du Sud marocain à l'ancien Sahara espagnol (Sahara occidental), pour marquer la mainmise sur ce territoire, après l'annonce par la puissance coloniale de son retrait.

Guerre et FMI

Du 21 au 24 novembre 1991, 200 délégués et environ 50 observateurs ont assisté au VIII^e Congrès du Sri Lanka Samasamaja Party (NSSP, Nouveau Parti socialiste) à Colombo, force puissante de la gauche srilankaise, qui regroupe environ 3 000 membres et dirige deux importantes fédérations syndicales. L'un de ses leaders, le député Vasudeva Nanayakkara (connu comme "Vasu" dans toute l'île), fait partie des dirigeants les plus populaires de la gauche du Sri Lanka. Durant ce congrès, le NSSP a voté son affiliation à la IV^e Internationale.

Phil HEARSE



AU SRI LANKA, deux questions principales dominent les préoccupations de la classe ouvrière et de la gauche : l'austérité préconisée par le Fonds monétaire international (FMI), et la politique de privatisation imposée par le gouvernement du Parti national unifié (PNU) et son Premier ministre Premadasa ; la guerre prolongée entre les forces gouvernementales et les Tigres tamouls (LTTE) qui veulent un Etat tamoul indépendant (1).

Selon les dirigeants du NSSP, le parti bourgeois d'opposition, le Parti srilankais de la liberté et la gauche opportuniste (Lanka Samasamaja Party — LSSP —, le Parti du peuple srilankais — SLMP — et le Parti communiste) veulent absolument regrouper toutes les forces antigouvernementales dans un "front populaire" — cette politique a été rejetée par la conférence, la direction du NSSP soulignant que l'opposition officielle ne proposait pas de politique alternative claire à celle du gouvernement.

Le NSSP a avancé une proposition de plate-forme en quatre points pour développer l'opposition envers Premadasa :

- refus du plan du FMI, des privatisations, et des zones franches commerciales, qui sont aux mains de firmes étrangères ;
- arrêt de la guerre contre les Tamouls ;
- réforme agraire — « La terre à ceux qui la travaillent » ;
- création de comités unitaires de travailleurs pour lutter pour ces objectifs, et soutien des luttes de masse actuelles comme celles des étudiants ou celles pour la réforme agraire.

L'opposition bourgeoise et la gauche opportuniste mènent une campagne impor-

tante contre la politique du NSSP. Cette dernière veut, en particulier, récupérer la popularité de "Vasu" pour son front populaire.

Un vrai conflit

À la veille du congrès, les journaux de Colombo ont rapporté que 30 soldats gouvernementaux venaient d'être tués dans une embuscade des Tigres tamouls — selon le personnel hospitalier, le chiffre réel était bien plus élevé. La guerre dans le Nord et l'Est de l'île, loin d'être une campagne sporadique, est un conflit quotidien à une large échelle. Des policiers et des soldats tiennent des barrages tout autour de la capitale, Colombo, malgré son éloignement de la zone du conflit.

Le NSSP demande l'autodétermination de la population de langue tamoule, mais il ne soutient pas le LTTE ; ses dirigeants comparent les Tigres avec la guérilla autoritaire du Sentier lumineux au Pérou, et le mouvement de Pol Pot à ses débuts. Les Tigres répriment par le meurtre toutes les autres organisations tamoules dans leur bastion de Jaffna, et ont déjà assassiné des membres du NSSP.

Dans les années 80, les socialistes srilankais ont été confrontés à d'énormes difficultés pour maintenir et développer leur organisation. Entre 1983 et 1985, le NSSP a été interdit et a fonctionné clandestinement.

Entre 1987 et 1990, l'organisation cingalaise terroriste, le Front de libération du peuple (JVP), a organisé des attaques sanglantes contre le gouvernement et les partis de gauche. Pour répondre à la campagne du JVP, le gouvernement a déclenché une vague de terreur des forces de sécurité et des escadrons de la mort : entre 1987 et 1990, 60 000 personnes ont disparu, et selon le NSSP, plus de la moitié d'entre elles n'avaient rien à voir avec le JVP. Un mouvement des parents et des familles de "disparus" s'est développé, que le NSSP considère essentiel.

Au Sri Lanka, le syndicalisme est politique : toutes les fédérations syndicales sont contrôlées par des partis de gauche et coordonnent leur activité à travers le Conseil commun des syndicats ; il existe une compétition acharnée pour gagner des adhérents.

Syndicalisme politique

Le NSSP dirige deux fédérations syndicales, la Fédération unie du travail (FUT) et la Fédération unie des travailleurs du gouvernement (FUTG). Ces deux fédérations organisent un large spectre de travailleurs (plantations de thé, usines de caoutchouc, fabriques de chaussures, hôpitaux, conserveries de poisson, banques, imprimeries, industrie textile et fonction publique).

Une des principales branches de la FUT a mené une longue grève de centaines de jeunes ouvriers, surtout de femmes, dans l'usine de plastique Polypack pour la reconnaissance du syndicat. Une grève de solidarité d'une journée et un rassemblement, où se sont exprimés des dirigeants du NSSP, ont été organisés le 20 novembre 1991. Lors de la conférence, on a appris que la FUTG, soutenu par le NSSP, avait remporté une élection âprement disputée pour la représentation syndicale à la Peoples Bank, la plus grande banque du pays.

En plus des perspectives politiques, la conférence du NSSP a débattu de son fonctionnement et de la situation internationale. La question du semi-effondrement du stalinisme a été au centre du débat.

Tout en reconnaissant l'offensive contre le socialisme lancée par le capitalisme international, les délégués ont mis l'accent sur les nouvelles possibilités de construction du mouvement trotskyste international. La résolution sur les perspectives internationales, dont l'affiliation proposée à la IV^e Internationale, a été votée avec une seule abstention.

Les problèmes spécifiques de la participation des femmes à la politique du Sri Lanka ont pris une place importante dans le débat d'organisation. Les femmes constituent une proportion très faible des membres du NSSP, bien que ce parti organise un nombre de femmes élevé en comparaison à d'autres organisations srilankaises. La direction du parti a souligné l'importance de faciliter l'intégration des femmes dans ses rangs et la nécessité qu'elles participent à sa direction. ★

Décembre 1991

1) Voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990.



L'AMBIGUÏTE de la métaphore n'en est pas moins révélatrice : de quel ramollissement s'agit-il ? Fallait-il être plus "dur" ? L'explication est un peu courte.

En réalité, F. Castro paye aujourd'hui son aveuglement à l'égard de l'ancien prétendu camp socialiste.

Certes, Cuba n'est pas responsable de ce qui s'est passé dans les pays de l'Est, et il n'y avait pas — il n'y a pas — de voie autonome pour un petit pays dépendant du tiers monde dont le développement a été entravé et déformé pendant des dizaines d'années et dont l'économie est tributaire aux trois quarts de la vente de sucre. Mais une analyse sérieuse des tensions sociales et politiques des pays de l'Est européen aurait permis d'envisager les risques encourus, de ne pas tabler sur une stabilité inébranlable des échanges, aussi inébranlable que la fidélité du "camp socialiste" et, par conséquent, de mettre en œuvre une certaine diversification de la production et du commerce pour réduire, même de façon limitée, la dépendance ne serait-ce qu'à l'égard de certains produits alimentaires importés. Faute d'avoir été entreprises plus tôt, ces mesures sont appliquées aujourd'hui en catastrophe.

Il ne s'agit pas d'imaginer des solutions miracles *a posteriori* ; Cuba a servi de réserve sucrière à l'ensemble du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) — ce d'autant plus que le coût de la production du sucre de betterave est plus élevé que celui du sucre de canne — et a bénéficié en échange de quantités de pétrole substantielles à un prix avantageux. Les conséquences dramatiques de l'arrêt des livraisons de pétrole soviétique en décembre 1991 (2) et les incertitudes qui pèsent sur 1992, en dépit de l'accord annoncé avec la Fédération de Russie, en sont la preuve.

Mais l'extension des surfaces consacrées à la canne aurait pu être en partie limitée pour permettre une production agricole diversifiée assurant une auto-suffisance alimentaire plus grande (3) ; la priorité donnée aujourd'hui au plan alimentaire va exactement dans ce sens, mais, comme le souligne Aurelio Alonso, sous-directeur du Centre d'études sur l'Amérique (4) de Cuba, elle aurait pu être mise en application plus tôt pour diminuer la dépendance à l'égard des produits importés. Les plus lucides des Cubains se demandent pourquoi il a fallu 32 ans pour faire ce que ce qui est fait aujourd'hui, en pleine crise.

Ni Fidel Castro, ni le IV^e Congrès n'ont apporté de réponse : c'est le bilan du stalinisme qu'il faudrait tirer pour savoir quand et pourquoi les "blancs en neige" d'Octobre 1917 se sont effondrés.

Le congrès du PCC a adopté six résolutions et élu une direction dont la composition a été profondément renouvelée. Des six résolutions, trois concernent le Parti en tant que tel, elles portent sur les statuts, sur le programme et sur les pouvoirs exceptionnels accordés au comité central. Les trois autres traitent de l'orientation économique, du fonctionnement des Organes de pouvoir populaire (OPP) et de la politique étrangère.

Le "Parti de la nation"

Le congrès a ratifié l'existence du Parti unique, désormais défini comme « *Parti de la nation cubaine, martiste [du nom de Jose Marti, écrivain et héros de l'Indépendance cubaine, ndlr], marxiste et léniniste* ». Pour dépasser la contradiction existant entre les deux concepts — le Parti de la nation toute entière pouvant difficilement être compatible avec le Parti unique — deux modifications ont été apportées aux statuts antérieurs ; l'une, concerne l'adhésion désormais acceptée des croyants, l'autre, plus importante, change la conception monolithique antérieure en affirmant la nécessité de concilier « *une discipline consciente avec la plus large démocratie interne* », en « *respectant la pluralité des points de vue en son sein* » et en acceptant que des opinions minoritaires puissent être maintenues et défendues. Cet assouplissement des règles ne s'accompagne cependant pas de droits d'organisation.

Le seul pluralisme organisé concerne les croyants de toutes obédiences au nom « *du projet d'unité nationale de la révolution* ». S'agissant de la *santeria*, les pratiques religieuses afro-cubaines, leur caractère non-institutionnel ne peut pas provoquer des conflits ; il en va autrement pour la religion catholique dont la hiérarchie longtemps discréditée a opéré un tournant et jouit d'une certaine autonomie grâce à ses liens internationaux avec le Vatican. Mais le nombre de catholiques est encore minoritaire par rapport aux adeptes de la *santeria* et des églises évangéliques.

La discussion sur les statuts a permis d'aborder quelques thèmes sensibles : l'"exemplarité" des militants et la politique de cadres.

L'"exemplarité" des cadres est un thème récurrent dans les discussions ; il est évident que les privilèges — même restreints — sont mal acceptés par la population compte tenu de la difficulté de la situation actuelle. De nombreuses interventions ont insisté sur le fait que le rôle dirigeant dévolu au Parti n'était pas compatible avec les prébendes personnelles et, à ce propos, des fils de dirigeants ont été mis en cause. Quant à la politique de cadres, elle est la source de nombreuses tensions : les mutations inexplicables, les promotions arbitraires et les desti-

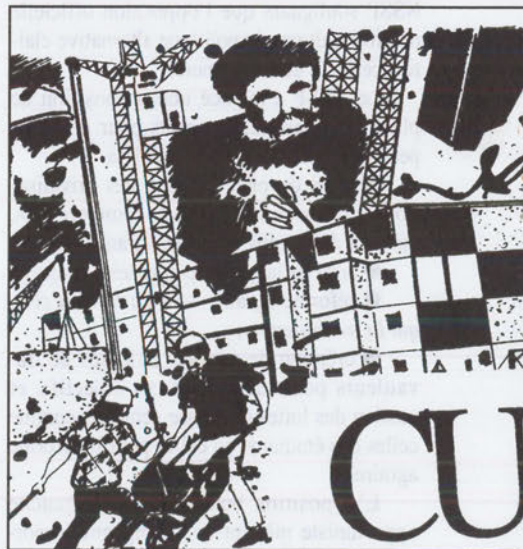
La solidité du coureur

Approche-t-on de l'option zéro ? C'est la question, le IV^e Congrès du Parti Communiste cubain a donné la réponse. Fidel Castro lui-même, en annonçant la bataille très dure et difficile dans la situation actuelle — car ce n'est quand même pas nous qui nous ne sommes en rien coupables de la "blague" que nous ont faite nos amis — plus appeler camp socialiste, mais nous n'aimons pas beaucoup parler d'effondrement, s'effondre doit avoir été quelque chose que je préfère parler de ramollissement (...)
est passer : les blancs et il faut reculer

Janet

tutions brutales font partie des méthodes bureaucratiques inhérentes à tout Parti unique et monolithique qui commencent, pour la première fois, à être timidement critiquées à la lumière des événements survenus à l'Est — le personnage du bureaucrate qui se retrouve « *en pyjama* », autrement dit "vidé", est désormais un classique des œuvres littéraires ou cinématographiques.

De même, la nécessaire séparation entre les organismes administratifs et étatiques



tude du de fond

Comment en est-on arrivé "là" ? A cette question le PCC n'a pas donné de réponse. Incidemment une : « Nous livrons une situation dans laquelle on nous a précipités et nous sommes mis dans cette situation, tout ce qui s'est passé — cette bonne volonté du camp socialiste, qu'on ne peut même pas dire que le camp socialiste effondré. En fait, je pense que c'est pire, car il me semble que ce qui se passe est solide (...) plutôt que d'effondrement. Mais j'ajouterai que ce ramollissement du régime ont été mal battus. » (1).

HABEL

d'une part, et les organisations politiques et de masse, de l'autre, commence à être appliquée.

De façon implicite et très timorée, la discussion a amorcé le bilan du fonctionnement du PCC depuis son premier congrès, en 1975, sous le signe d'un alignement institutionnel sur l'URSS. La rédaction des statuts, qui devraient être élaborés par le nouveau comité central dans un délai d'un an, permettra d'évaluer les remises en cause des



BA

dysfonctionnements "copiés" sur le "parti-frère" d'URSS.

Les cadres les plus conscients de la direction sentent bien la nécessité de changements plus radicaux, mais ils s'opposent aux intérêts sociaux et politiques de secteurs puissants de l'appareil ; compte tenu de la gravité de la situation du pays, il est illusoire de penser que de grandes réformes peuvent intervenir à court terme. C'est ce qui explique que le congrès ait mandaté le comité central pour décider des changements à mettre en œuvre ultérieurement.

Des changements... quand même

La mesure la plus spectaculaire concerne les pleins pouvoirs accordés à la direction, sanctionnés par une résolution spécifique qui donne « des pouvoirs exceptionnels au comité central afin qu'il puisse, en fonction des situations auxquelles le pays peut être confronté, adopter les décisions politiques et économiques nécessaires, dans certains cas, et promouvoir, dans d'autres, la législation et les initiatives étatiques afin d'atteindre l'objectif suprême de sauver la patrie, la révolution et le socialisme. »

Cette résolution est immédiatement applicable, et modifie les compétences de la conférence nationale du PCC, instance qui peut être convoquée entre deux congrès « pour traiter des affaires importantes de la politique du Parti. » Or, désormais, cette conférence « aura le pouvoir de réaliser des changements dans la composition du comité central, aussi bien en incorporant de nouveaux membres à cet organisme qu'en en libérant d'autres selon les nécessités. Le nombre de participants, les modalités de leur élection, les règles de préparation et de tenue de la conférence nationale seront établis par le comité central » (5).

Ces dispositions sont d'autant plus importantes que la direction du Parti a été renouvelée à plus de 50 % lors du congrès. Il est difficile d'évaluer exactement leur signification réelle dans la mesure où les débats et les divergences internes de la direction sont tenus secrets. Une chose est certaine : étant donné la gravité de la crise que traverse le pays, le comité central a les pleins pouvoirs ; si jamais l'usage qu'il en fait n'est pas satisfaisant — mais qui pourrait en décider si ce n'est Fidel Castro lui-même ? — sa composition pourra être modifiée, y compris en dehors de la tenue d'un Congrès.

Les changements introduits sur le plan organisationnel contrastent avec la pauvreté de la résolution sur le programme présentée par Roberto Robaina (secrétaire des Jeunesses communistes et nouveau membre du bureau politique). Le comité central est mandaté pour rédiger le futur programme, le

texte approuvé n'a donc qu'un intérêt limité. Il rend caduc le texte adopté en 1986, lors du IIIe Congrès, « parce qu'en ce qui concerne les conditions concrètes de la transition au socialisme à Cuba, ce programme ne correspond pas aux concepts développés dans le cadre du processus de rectification des erreurs et des tendances négatives à partir du 19 Avril 1986. » La remarque est assez surprenante dans la mesure où l'annonce du processus de rectification avait été faite — bien dans la manière castriste — hors congrès pour être ratifiée lors de la deuxième session du IIIe Congrès. Parmi les critiques sibyllines faites au programme antérieur, la plus importante concerne « le danger stratégique que représenterait pour la révolution (...) la conception et l'application de certains mécanismes économiques (...) de caractère technocratique qui rendaient purement formels le travail politique et l'action de l'avant garde révolutionnaire » (6). Autrement dit, le rôle du Parti était minimisé.

La résolution réitère sa condamnation du système de direction économique, implanté à partir de 1976, parce « qu'il faisait appel de manière excessive aux revenus personnels et à l'argent » ; cependant ces « mécanismes capitalistes » condamnés par F. Castro sont réintroduits aujourd'hui à la faveur de la nouvelle politique économique. Mais on porte au crédit de la rectification « la rupture avec les pratiques médiocres de la planification bureaucratique, le gaspillage des ressources, le gigantisme des projets, le gaspillage, la mentalité importatrice » et l'on impute au système de direction économique antérieur « le retard dans la construction de logements et de crèches, la sous-estimation du travail volontaire » qui seraient typiques d'une conception technocratique.

Toutes ces ambiguïtés font de la résolution un véritable pot-pourri de recettes contradictoires et conjoncturelles.

L'un des enjeux des débats d'orientation économique porte, en réalité, sur la répartition des prérogatives entre le Parti et les gestionnaires (les "technocrates") qui réclament moins d'ingérence de l'appareil et du premier secrétaire et plus de pouvoirs.

Battus lors du IIIe Congrès, les partisans des réformes voient cette fois leurs compétences reconnues grâce à l'adoption de la nouvelle orientation économique que Fidel Castro n'a pas dû accepter de gaieté de cœur

1) Fidel Castro, discours du 9 novembre 1991, *Granma Internacional* du 24 novembre 1991. Voir aussi *Inprecor* n° 330 et 338 des 10 mai et 11 octobre 1991.

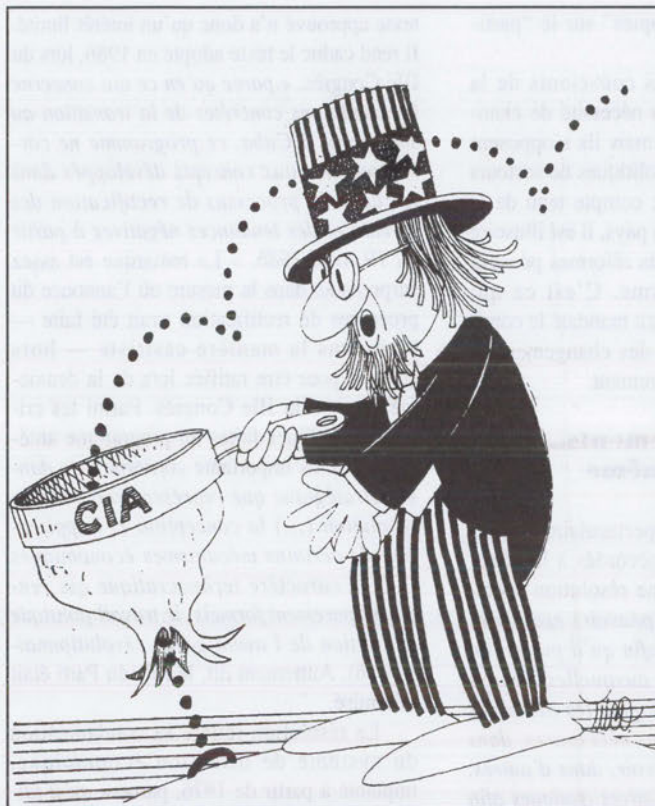
2) Voir l'article de Janette Habel dans *Le Monde Diplomatique* de janvier 1991.

3) Voir Denise Douzant-Rosentfeld, *Problèmes d'Amérique latine*, deuxième trimestre 1991, La Documentation Française.

4) Voir Aurelio Alonso ALAI, septembre 1991.

5) *Este es el congreso mas democratico*, p.13. Editora Politica. La Havane, 1991.

6) *Ibidem* p.38.



tant elle est contraire à ses traditions. Il est vrai que, précaution ultime, les quatre dernières lignes de la résolution sur le programme rappellent la volonté du peuple « d'être implacable avec ceux qui capitulent et ceux qui trahissent, d'anéantir la prétention de l'ennemi de rétablir le capitalisme à Cuba. »

Une NEP cubaine ?

En effet, c'est sur le plan économique que les définitions adoptées par le congrès ont été les plus claires : la nouvelle politique économique, imposée par les circonstances internationales et par le délabrement intérieur qui en a résulté, rompt sans le dire avec les prémisses du processus de rectification adopté par le précédent congrès. Le développement des entreprises mixtes, la privatisation acceptée des activités artisanales à l'exception notable des marchés libres paysans, l'appel aux capitaux étrangers pour la remise en marche des usines paralysées par le manque de matières premières ou de combustible et les accords de commercialisation devraient permettre de combler peu à peu l'immense vide laissé par l'effondrement des échanges avec le CAEM, de réorienter le commerce extérieur et de réorganiser un pays qui se retrouve confronté à un dilemme analogue à celui des années 60 : comment reconverter une économie brutalement privée de ses sources énergétiques ? A quelles conditions le pays — dans ce "nouvel ordre mondial" — peut-il survivre ?

Or, cette question n'est pas seulement économique mais sociale et politique. En supposant que la nouvelle politique écono-

mique connaisse un certain succès, autrement dit que des investissements latino-américains (dont le statut est privilégié) ou européens se développent réellement, cela ne pourra qu'accroître les différenciations sociales et les inégalités : déjà, le développement du tourisme suscite un trafic de devises et le marché noir. Comme le remarque Aurelio Alonso : « Il n'existe pas seulement à Cuba un marché noir de devises, mais un commerce alimenté par tout ce qui manque, en particulier les produits rationnés (...). Le gros des produits

d'importation qui circulent ne sont pas achetés en devises mais revendus en pesos cubains après avoir été achetés dans une boutique diplomatique ou touristique. Le commerce qui s'effectue en devises s'insère dans ce marché informel qui est beaucoup plus important » (7).

Comment une telle situation, qui génère des tensions sociales importantes, va-t-elle être appréhendée par une population habituée à une tradition très égalitaire ? Comment les antagonismes inévitables vont-ils se résoudre ?

L'orientation économique a été très controversée lors du congrès. Les discussions et les choix politiques concernant le fonctionnement et surtout les pouvoirs des OPP, leur articulation avec le PCC et l'indépendance des organisations de masse sont au centre des débats.

Quant aux décisions prises concernant les modalités d'élection des députés à l'Assemblée nationale populaire, elles devraient en principe se concrétiser au cours de l'année 1992 ; elles impliquent des changements constitutionnels qui devront être décidés par l'Assemblée nationale. Mais cette dernière, qui vient de se réunir en décembre 1991, n'a encore rien adopté ; les difficultés sont en effet considérables ; faute d'avoir élaboré dans de meilleures conditions, et quand il en était encore temps, des modalités électorales pluralistes dans le cadre des OPP et en s'appuyant sur les organisations de masse, la direction castriste se trouve acculée aujourd'hui dans les pires conditions à des réformes dont la logique

parlementaire peut être, en l'absence d'un réel pouvoir populaire, le moyen pour l'impérialisme de resserrer le "nœud coulant démocratique" à la manière nicaraguayenne.

Des élections en 1992 ?

Certes, les élections directes des députés prévues pour la fin 1992 à l'Assemblée nationale devraient avoir lieu dans le cadre du Parti unique ; mais, quelle sera l'attitude du gouvernement à l'égard des candidatures certaines des dissidents qu'il est — peut-être — prêt à tolérer localement mais certainement pas nationalement ? Or, telle est l'exigence fondamentale de Washington, des gouvernements latino-américains et de Madrid dont les objectifs à l'égard de Cuba coïncident (8) et qui entendent mettre à profit la crise actuelle pour imposer à l'usure la fin du castrisme et de la révolution.

Déjà, des groupes de Miami intensifient leurs activités grâce à l'aide croissante apportée par les Etats-Unis (voir le document en p. 17). Il n'est pas non plus exclu que des secteurs de l'immigration se lancent dans des provocations armées, car le blocus économique et les provocations sont des outils complémentaires.

D'ores et déjà, la direction du pays a répondu par la répression, en condamnant à deux ans de prison la responsable d'un groupe de dissidents pour distribution de tracts et organisation clandestine. Si l'on peut comprendre que Cuba, étant virtuellement en guerre, isolée et menacée, organise sa défense, cela ne justifie pas la répression pour délit d'opinion. La révolution est agressive de l'extérieur, mais elle peut aussi mourir d'asphyxie bureaucratique à l'intérieur.

Il faut « être rassemblés comme une seule famille, en suivant une seule ligne, un seul drapeau, un chemin clair pour tous », a dit Fidel Castro le 26 novembre 1991, mais la cohésion et l'unité du pays nécessitent désormais autre chose que le volontarisme ou les tentatives de débureaucratiser la bureaucratie dont le processus de rectification fut le dernier avatar.

La défense de la révolution suppose que le peuple ait la possibilité de débattre et de trancher des questions aussi importantes que les marchés paysans, la pénurie de main-d'œuvre dans l'agriculture, la nature de l'information et des organes de presse, la désignation des candidats aux postes de responsabilité, le fonctionnement des OPP, les modalités d'élection à l'Assemblée nationale, etc.

Un vieux sociologue cubain a déclaré : « Il me paraît évident que nous sommes

7) Aurelio Alonso, op. cit.

8) Sergio Berrocal, AFP, Madrid, 27 novembre 1991.

tous devenus experts en socialisme. Nous avons vécu 30 ans de socialisme cubain et nous savons tous ce qui a marché et ce qui n'a pas marché, et nous avons donc tous des opinions importantes à exprimer. Avec cette crise, il existe une grande controverse au sein de la révolution. Parce que l'immense majorité du peuple se situe à l'intérieur de la révolution et du choix socialiste, mais à partir de là tout doit être débattu sainement » (8).

La rectification est morte sous le poids de ses contradictions et sous les effets de la crise. En tant que tentative de lutte antibureaucratique par le haut, elle a échoué prisonnière de ses ambiguïtés.

Peut-être est-ce sur le plan culturel que le symbole en a été le plus net. Daniel Diaz Torres, militant du PCC, est l'auteur d'un film *Alicia au village des merveilles*, qui, comme il le dit lui-même, « est né du processus de rectification, fait dans la révolution, pour la révolution et avec la révolution », et qui dénonce les méfaits de la bureaucratie et de la double morale (9). Or, rarement une œuvre aura déchaîné tant de polémiques violentes provoquant une crise ouverte entre l'Institut de cinéma et le Parti, qui commence seulement à se résorber, preuve s'il en est que comme le dit Diaz Torres, « les questions posées par le processus de rectification ne sont pas résolues » (10).

Et il est vrai que, si elles restent sans réponse, les « blancs en neige » finiront par s'effondrer. ★

13 janvier 1992



IVe Congrès du PCC : « Sauver la patrie, la révolution et le socialisme » (caricature parue dans Bohemia).

9) Voir *L'Humanité* du 27 décembre 1991. Au bout de quatre jours, la projection du film a été interrompue.

10) *Ibidem*.

Une opposition pas très "indépendante"

La Fondation nationale pour la démocratie (FND) des Etats-Unis a augmenté les fonds destinés aux groupes "dissidents" cubains de 61 % en 1991 (462 132 dollars). L'hebdomadaire nord-américain *The Guardian* apporte des précisions.

DOCUMENT

En effet, l'administration des Etats-Unis redouble d'efforts, comme elle l'avait fait contre le Nicaragua sandiniste dans les années 80, pour miner le régime cubain, en essayant de tirer profit de la fin de l'aide des pays de l'Est.

Dans ce but, Washington mise essentiellement sur sept groupes.

● Le Comité cubain des droits de l'homme reçoit 44 000 dollars, pour publier une revue bimensuelle, *Siglo XXI* ; il est basé à Miami et dirigé par Gustavo Arcos.

● La Fondation nationale cubano-américaine, d'extrême droite, reçoit 100 000 dollars pour soutenir la Coalition internationale des droits de l'homme à Cuba. Cette Fondation dispose de plus en plus de soutien au Capitole et d'une base à Madrid pour développer son "travail" en Europe.

● L'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre et le Bureau latino-américain de l'Institut du syndicalisme libre reçoivent 127 295 dollars, l'aide la plus importante de la FND, dans le but d'« aider les travailleurs cubains à connaître les mouvements syndicaux indépendants d'autres pays (...) et pour promouvoir et argumenter une plainte contre Cuba qui sera présentée devant l'Organisation internationale du travail. »

Philip Agee, l'ancien agent de la CIA, avait déjà présenté cet institut comme étant une instance directement contrôlée par la centrale, dans le but d'« organiser des syndicats anticommunistes en Amérique latine » et de former de nouveaux "cadres ouvriers" qui seraient placés sous contrôle direct ou indirect de la CIA.

● L'Institut démocrate d'affaires inter-

nationales et l'Institut républicain d'affaires internationales, liés respectivement aux partis démocrate et républicain, ont reçu 99 837 et 40 000 dollars. Le groupe républicain entend organiser une conférence à Miami, en 1992, sur le thème « Europe centrale et Europe de l'Est : quelles leçons pour Cuba ? », avec des dirigeants "démocratiques" venus de ces pays.

Le groupe démocrate a déjà tenu une réunion de ce genre au Venezuela, en juin 1991 ; des "militants" d'Europe de l'Est, du Chili, du Nicaragua et du Venezuela y ont donné des cours à des Cubains...

● Le Centre pour la démocratie cubaine a reçu 45 000 dollars pour ses publications dans Cuba même.

● Droits de l'homme, un petit groupe basé à Washington, a reçu 6 000 dollars pour la publication et la distribution internationale de ses rapports.

La loi du plus fort

Ariel Ricardo, chargé de presse de la Section des intérêts cubains aux Etats-Unis, a dénoncé les agissements de la NED : « Le financement de ces prétendus groupes dissidents reflète le fait qu'ils n'ont aucune légitimité à Cuba. (...) Ils ont besoin de fonds extérieurs parce qu'ils n'ont aucune base politique à l'intérieur de Cuba. »

Selon Ricardo : « Les organisations financées par la Fondation nationale pour la démocratie ne sont que des marionnettes de la politique nord-américaine vis-à-vis de Cuba. Elles entretiennent d'excellentes relations avec la Section des intérêts nord-américains à La Havane et avec d'autres diplomates occidentaux. Leur but est de montrer que les dissidents sont un mouvement d'opposition légitime. (...) Comment réagirait le peuple des Etats-Unis si, lors des prochaines élections présidentielles dans ce pays — et alors que l'économie se porte mal — des groupes japonais ou allemands commençaient à faire des contributions financières aux différents candidats ? » ★

Tiré de *The Guardian*, New-York, 25 décembre 1991

Quelle libération nationale ?

IL EXISTE deux positions concernant la question de l'indépendance qu'on pourrait qualifier d'unilatérales. La première, défendue par certains secteurs de la gauche et par le nationalisme bourgeois, ainsi que par les secteurs de droite des nations sans Etat, prend un point de vue économe évolutionniste.

Elle se base essentiellement sur le fait que l'internationalisation de l'économie et sa configuration européenne font de l'indépendance nationale pour les nations sans Etat un choix obsolète ou non approprié, qui n'aurait, dès lors, rien à voir avec la revendication d'un Etat propre. Pourquoi avoir un Etat indépendant à l'heure où les Etats existants sont précisément en train de perdre leur souveraineté ?

Cependant, ce sont les Etats réellement existants qui sont chargés de structurer politiquement l'Europe à leur image et suivant les intérêts des plus forts. Ils bâtissent une Europe qui n'est absolument pas désétatisée, mais qui est plutôt un macro ou un supra-Etat (suivant qu'elle prend la forme d'une fédération d'Etats ou d'une confédération), sur la base des vieux appareils de l'Etat national bourgeois, plus ou moins reconvertis, et qui lui légèreront de façon démultipliée tous leurs travers : appareils de coercition, bureaucratie, séparation entre les citoyens et l'appareil, stratification sociale, racisme, discrimination, etc.

La seconde position concernant l'indépendance, emprunte des voies plus traditionnelles ; elle prétend se doter d'un instrument identique à celui qui nous permettrait une existence nationale indépendante, mais qui corresponde à un projet national propre et, suivant son idéologie, à un projet social. Ce schéma est largement majoritaire dans la gauche nationaliste, il découle logiquement, de fait, de toutes les positions nationalistes radicales.

Du point de vue du droit à l'autodétermination, le droit à un Etat national propre, obéissant à un combat historique, est totalement justifié. Face à ceux qui mettent l'accent sur un avenir sans frontières étatiques internes à l'Europe, sans poser la question de son exis-

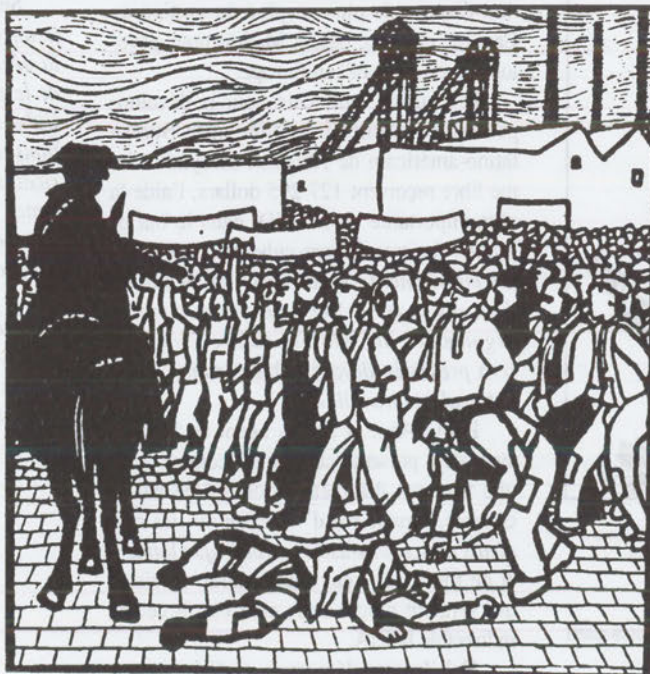
Comment intégrer la lutte pour l'indépendance du Pays basque dans une conception politique et une stratégie contre l'Etat ? L'article ci-dessous, paru dans la revue basque *Hika*, est une ébauche des pistes sur ce sujet qui est, certes, compliqué (1).

José IRIARTE "BIKILA" *

tence actuelle (l'Etat national disparaîtra seulement s'il y a un macro-Etat pour le remplacer), la revendication d'un Etat national indépendant face à celui de l'Etat espagnol et de la France a sa logique propre de négation radicale et de rupture.

Pour une libération solidaire

Cette revendication a l'inconvénient de se présenter comme une négation dans le cadre du même modèle, et se polarise avant tout sur la lutte nationale, plutôt que sur l'élaboration d'un futur alternatif aux Etats actuels (avec leur double nature nationale et de classe) et aussi aux supra-Etats capitalistes, aux frontières extérieures fermées à tous les "indésirables" et aux espaces intérieurs hypercontrôlés — créant en plus des classes sociales antagonistes, des citoyens de première et de seconde zone.



Un point de vue alternatif, dont les contours sont actuellement quelque peu diffus, devrait chercher de nouvelles prémisses, tout en préservant ce qu'il y a de juste dans les positions antérieures. Il devrait non

seulement prendre en compte les tendances internationales et l'interdépendance progressive des économies nationales, mais aussi, tout à la fois, les nécessités de la lutte contre l'Etat national réellement existant et préserver ce qui lui permettrait de garantir l'existence de ce qui est national. Il devrait s'agir, en définitive, d'un dépassement de ces deux positions, plus que de leur totale annulation. C'est un peu le sens de ce qui a été tenté par le dépassement des fameux cadres nationaux, et/ou *estatales*, de lutte, en faveur d'une lutte d'origine nationale mais pas seulement, qui soit étroitement liée à celle des autres peuples opprimés par le même ennemi, qui nécessitent d'une lutte de libération solidaire.

Le problème est, là aussi, à double tranchant. A la différence du point de vue nationaliste bourgeois qui découvre, ou invente, les bienfaits d'une Europe qui lui évite la pénible tâche de s'affronter aux Etats (français et espagnol), notre point de vue coïncide avec les aspects de rupture *estatale* de l'indépendantisme traditionnel, tout en mettant l'accent sur le côté anti-Etat, et en revendiquant les aspects libérateurs de ceux que le vieux Marx appelait un « Etat non-Etat ».

L'Etat espagnol (et l'Etat français) est une somme d'appareils de coercition et de consensus (social et national) tout à fait complexes, il est chargé de perpétuer les intérêts des classes dominantes qui le soutiennent. Aucune stratégie de libération nationale et sociale ne peut faire abstraction de cette réalité. La lutte et les projets émancipateurs doivent prendre en compte qu'en face ils ont un Etat, ou plu-

* José Iriarte "Bikila" est dirigeant de la nouvelle organisation EMK-LKI d'Euskadi.

1) Voir *Inprecor* n° 328 du 12 avril 1991.

sieurs, et que l'organisation européenne ne démantèlera de cet Etat que ce qu'elle aura été préalablement capable de créer pour le remplacer. Les nationalistes bourgeois basques et catalans, qui ne remettent absolument pas en cause le système, et qui ne veulent pas le déstabiliser, peuvent très bien tenter de soutirer quelques miettes à l'Etat espagnol, pour devenir un pouvoir à côté de celui-ci, proche de lui, et aspirer à gagner, à la fois, une place dans la Communauté européenne, que ce soit en représentation directe (chambres et organes régionaux, zones d'investissements économiques adaptées à leurs possibilités) ou indirectement par le biais de l'Etat espagnol. Ce faisant, les nationalistes bourgeois continueront à faire de la démagogie avec leur aspiration à devenir la treizième ou la seizième étoile du drapeau européen.

L'indépendance et la question de l'Etat

Cependant, l'identification historique "indépendance = Etat national séparé" ne va pas de soi, ni dans ses aspects internes, ni dans ses aspects externes.

L'indépendance, c'est l'absence de relations de domination extérieures. Elle suppose la disparition de l'ordre international impérialiste, dans le domaine économique, politique ou culturel. L'Etat national indépendant garantit une part d'indépendance, mais toute conception radicale et globale de celle-ci est associée à une société internationale très désétatisée pour ne pas dire totalement désétatisée (de nations, sans disparitions de celles-ci). L'Etat est par essence un facteur de distorsion, de lutte permanente. De ce point de vue, la fédération de républiques nationales, la confédération ou l'association entre entités indépendantes, fait

face à un autre dilemme : se libérer du poids des éléments caractéristiques de l'Etat (armée, bureaucratie, etc.), et émanciper la nation et la société de la charge d'une contingence historique (explicable et en partie inévitable sous nos latitudes) née du capitalisme et du marché national.

Il en est de même dans le domaine interne. La nation est une résultante historique produit d'une longue évolution ou de regroupements tumultueux qui sont parvenus à former une collectivité. Dans ce processus, interviennent des facteurs culturels linguistiques, économiques et politiques, dans chaque nation avec leur propre poids et leur autonomie. C'est ce qui s'est passé en Euskadi. Le rôle de l'Etat dans ce processus a été essentiel dans la formation d'un modèle national, dans l'identification avec l'Etat-nation, généralement très peu démocratique et très peu homogénéisateur (qui agit comme un facteur différenciateur à l'extérieur et homogénéisateur à l'intérieur). Cela a engendré beaucoup de problèmes : peu d'Etats nationaux sont formés par une seule composante nationale, beaucoup sont pluri ou multinationaux et, en appliquant le modèle national [Etat-nation], ils ont écrasé tout facteur de différence. La définition même du territoire coupé par la frontière étatique a créé beaucoup de conflits de délimitation, y compris pour les frontières les plus claires.

Nous en avons vu des exemples dans l'ancienne Union soviétique, nous les voyons en Yougoslavie. Nous avons ce problème en Euskadi, avec une classe ouvrière aux origines nationales diverses, des territoires absolument pas délimités et encore



moins acquis à un projet national basque démocratique et intégrateur. C'est qui se passe en Navarre, où se superposent aujourd'hui des identités différentes (basque et espagnole), et où le point de convergence est précisément l'identité navarre. Et sans le consentement de ce sentiment navarre, toute adhésion volontaire de la Navarre à la nation basque serait impensable, sauf imposée par la force de l'Etat.

Une délimitation de la nation sur la base d'une adhésion volontaire, et une territorialité beaucoup plus flexible et consentie dans le domaine administratif, éviterait beaucoup de problèmes, certains d'origine artificielle, et certains dus à la difficulté de séparer drastiquement ce qui n'est pas si clair, ni dans la réalité ni dans la conscience des habitants. Ce n'est pas un hasard si les conflits deviennent destructeurs et violents, fleurant la xénophobie et le chauvinisme, justement là où cette délimitation n'est ni claire ni concluante.

Pour une émancipation nationale autogestionnaire

Si l'affirmation d'idées comme « *Peu importe d'où il vient, mais où il va* », comme élément intégrateur pour les émigrants a été importante, nous devons être encore plus conscients de ce que cela suppose pour l'avenir ; il faut comprendre qu'une bonne partie de la population a des origines nationales diverses, et que, pour la gagner à un projet national basque, il serait important de reconnaître et de respecter les droits culturels dérivés de cette origine.

Cette désétatisation de la nation découle aussi d'un projet économique autogestionnaire, de libre association des producteurs et d'unités de production, d'une articulation entre la planification sociale et la part de marché jugée nécessaire. Et, naturellement, elle découle aussi du domaine politique et de l'administration, où le poids de l'Etat, de l'appareil (police, armée, bureaucratie) est une source permanente d'oppression et de hiérarchisation.

La voie indépendantiste autogestionnaire est à l'ordre du jour, dans le sens où elle nie l'ordre existant, pour tracer une pensée d'émancipation et de rupture avec tout le supposé pouvoir de classe, pouvoir de l'Etat. Cette voie est à l'opposée de la voie étatiste et européenne capitaliste ; elle peut aider à dépasser les limites de l'indépendantisme strictement national. ★



Les travailleurs ont-ils une patrie ?

Internationalisme et question nationale

José Iriarte "Bikila"

Cahiers d'étude et de recherche
n° 16



Chèques à l'ordre de P. Rousset,
CCP Paris 11 541 97 T, France.
IIRF, Postbus 553290,
1007 RG Amsterdam, Pays-Bas.

de Chirico, Dialogue Mystérieux (1927)

Hika, novembre 1991

Les nations sans Etat

La Conférence des nations sans Etat d'Europe (CONSEU) (1) tenait à Paris, le 27 octobre 1991, une conférence de presse pour rappeler l'exigence démocratique du droit à l'autodétermination pour tous les peuples, y compris dans l'actuelle Communauté économique européenne (CEE).

Alain NAZIER



LA CONSEU, lieu d'échanges et de coopération, dont les principales organisations fondatrices et animatrices sont le Sinn Fein (Irlande), Herri Batasuna (Euskadi) et A Cuncolta (Corse), a élargi son audience à d'autres nationalités, notamment de l'Est, et compte sur la participation de 25 nations. Cette organisation avait adopté, en mai 1990, une Charte du droit des peuples qui revendiquait le droit à « s'autodéterminer de façon indépendante et souveraine et de s'autogouverner en suivant les choix démocratiques de ses membres » (articles 6 et 7).

La conférence de presse du 27 octobre avait pour objet non seulement de populariser cette plate-forme mais également de rendre compte des initiatives prises autour d'elle. En effet, la veille, la délégation de la CONSEU avait rencontré des groupes parlementaires européens à Bruxelles. Signe manifeste d'une offensive politique, c'est la première fois qu'une telle démarche était effectuée par la CONSEU en tant que telle.

L'objectif politique était à deux niveaux. Le premier, faire inscrire dans les règles politiques de l'Europe de 1993 le principe du droit à l'autodétermination de tous les peuples, sans exclusive. Le deuxième, chercher à faire avancer l'idée d'un règlement politique des questions nationales de Corse, d'Euskadi et d'Irlande. Pour les initiateurs, la lutte des peuples et des nations revient en force au centre de la scène historique avec

l'effondrement des régimes bureaucratiques de l'Est, ce qu'ils estiment positif en soi. Mais ils dénoncent la volonté manifeste des Etats européens d'accorder leurs faveurs de façon discriminatoire. Ils saluent la réunification allemande, l'indépendance des Etats baltes, considèrent positivement les efforts faits pour le rapprochement des deux Corées, etc. Ce qui prouve à leurs yeux que la question nationale n'est pas réservée aux pays du tiers monde ou aux colonies.

Quels droits dans l'Europe de 1993 ?

Ils dénoncent ainsi la volonté des Etats de la CEE de n'accepter le droit à l'autodétermination que pour les autres et de le refuser chez eux, ce qui est la cause de conflits ouverts « depuis des décennies » dans certains d'entre eux (3 000 personnes tuées en 22 ans en Irlande, soit l'équivalent de 100 000 morts pour la France, rappelle Tony Hartley pour le Sinn Fein). Et ce, en contradiction avec l'article 8 de la Conférence de sécurité et de coopération en Europe (CSCE), qui stipule que « les Etats participeront à l'égalité de droit des peuples et de leurs droits à l'autodétermination (...) ceux-ci ont le droit de disposer de leur entière liberté au moment de déterminer quand et de quelle manière ils souhaitent leur statut politique interne et externe, sans interférences extérieures. (...) Les Etats participants (...) réaffirment l'importance d'éliminer n'importe quel type de violation de ces principes. » L'exemple récent de l'Etat français, s'arrogeant le droit de décider si le peuple corse

est un peuple à part entière ou non, en est le triste et grotesque exemple.

Le processus d'intégration européenne ne semble pas aller dans ce sens, regrette un des porte-parole de la CONSEU, Mikel Egibar. La seule latitude que semble offrir la CEE, c'est la régionalisation, dans le cadre des Etats existants. Décentralisation administrative qui n'offre pas à ces entités de véritables droits de décision politique, ni des possibilités économiques supérieures, quand elle n'officialise pas la partition des peuples entre divers Etats comme c'est le cas du Pays basque ou de l'Irlande. A Cuncolta réaffirmait avec force, par la voix de Jean Guy Talamoni, que l'autodétermination est non seulement une échéance institutionnelle, pouvant déboucher le cas échéant sur l'indépendance, mais aussi une démarche d'auto-organisation populaire pour la faire aboutir, en mettant en œuvre « un socialisme humaniste et démocratique fondé sur nos traditions communautaires ». Cette volonté de trouver un règlement dans le cadre européen est indiscutablement nouvelle et pas seulement dans le cadre de chaque Etat, et en faisant appel à l'opinion démocratique en Europe comme le souhaite le sénateur de Herri Batasuna, Jose Luis Alvarez Emparranza.

La conférence de presse a permis de préciser certains points. Les participants ne sont pas contre une Union européenne, à condition qu'elle ne soit pas technocratique comme l'actuelle et que ce soit une Europe des peuples. Mais, même dans ce cadre, tout ce qui enlève des pouvoirs aux Etats centralisés est vu d'un bon œil par J.L. Alvarez Emparranza, qui préfère, par exemple, un écu européen à une diversité de monnaies. Ce qui pose immédiatement la question de savoir quelle souveraineté demandent les nations sans Etat. La réponse d'Alvarez est claire : « Il y a des niveaux de compétences que nous ne revendiquons pas : ni armée, ni frontière, ni monnaie. » Est-ce la position de tous les membres de la CONSEU, quand on voit ce qui se passe réellement à l'Est ? La réponse est plus embarrassée et les porte-parole répondent volontiers que la Conférence n'est pas unanime sur tout et qu'elle représente une plate-forme minimale dont le point central est le droit à l'autodétermination, ce qui permet d'accueillir un maximum de nations.

En novembre 1992, la troisième assemblée générale de la CONSEU se tiendra en Corse, avec la participation de représentants de nations indiennes, car selon le mot de J.L. Alvarez, la « Découverte » est une honte pour des Etats qui se disent civilisés. ★

8 décembre 1991



1) Voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990.

Un automne chaud

La vie politique et sociale française a connu ces dernières semaines une nette accélération, avec une vague de luttes sociales à l'automne 1991 et le développement de la crise politique (voir *Inprecor* n° 330 du 10 mai 1991). Pour autant, les limites de la mobilisation sociale, la profonde crise du mouvement ouvrier et surtout la désynchronisation entre crise sociale et crise politique laissent encore des marges de manœuvre même amoindries. Mais la crise politique risque de s'amplifier dans les mois qui viennent, en particulier après les résultats des prochaines élections régionales de mars 1992.

François OLLIVIER



L'ANNEE 1990 avait été marquée par un net affaiblissement de la combativité ouvrière. En effet, il faut remonter à 1946 pour constater un nombre aussi faible d'heures de grèves. Le président français, François Mitterrand, lui-même, se vantait d'avoir désamorcé les conflits sociaux ; il remarquait que le gouvernement était parvenu à régler les conflits les uns après les autres, évitant un mouvement généralisé, expliquant qu'en 1988, il y avait 91 000 journées perdues par mois ; en 1991, seulement 26 000 journées perdues, alors qu'en 1976, ce nombre sur l'année était de 4 millions. En 1991, il est de 290 000. De façon constante, en 1989, 1990, 1991, il y a eu de moins en moins de journées perdues pour cause de grève.

Mais le sale boulot des dirigeants socialistes n'a pas suffi pour autant à éradiquer la lutte de classes.

Sans modifier les coordonnées générales d'une situation marquée par l'affaiblissement du mouvement ouvrier organisé (1) — diminution du nombre de grèves surtout dans le secteur privé, dislocation de secteurs industriels traditionnels — les luttes de l'automne 1991 traduisent une certaine remobilisation sociale.

Une manifestation de 200 000 paysans, un mouvement des personnels de la santé qui a duré plus d'un mois (2), une grève nationale des assistantes sociales pendant plusieurs semaines, une lutte dans l'automobile à Renault-Cléon, suivie par des grèves dans l'aéronautique et le personnel des

transports aériens, des mobilisations dans le secteur public et nationalisé sur les salaires, une journée nationale d'action unitaire des syndicats Force ouvrière (FO) et de la Confédération générale du travail (CGT) relativement réussie le 24 octobre 1991, particulièrement importante dans les villes de province : voilà les faits marquants de ce dernier trimestre 1991.

Ces luttes partielles ou catégorielles ont pour principale caractéristique d'être généralement massives, unitaires et combatives. Leur ressort fondamental est la question des salaires — la perte de pouvoir d'achat survenue depuis une dizaine d'années avoisine 10 %. Le rattrapage de ces pertes salariales, et l'exigence d'augmentations uniformes de 1 000 à 2 000 francs cristallisent aujourd'hui, comme le montre la grève de Renault, la revendication salariale. Dans certains secteurs, l'absence de reconnaissance de qualifica-

tion ou de statut, comme dans la santé ou chez les assistantes sociales, a joué un rôle plus déterminant. Ces luttes sont donc significatives d'un changement de climat social, même si elles se sont toutes, à des degrés plus ou moins importants, heurtées à l'intransigeance gouvernementale et patronale, et aux limites fixées par le rapport de forces global.

Le gouvernement en ligne de mire

Dans ces secteurs, le mécontentement a pu se traduire par des mobilisations, mais le rejet de la politique gouvernementale va bien au-delà. En effet, le gouvernement se retrouve de plus en plus en première ligne, les grèves le prennent pour cible et le mécontentement est général. Au-delà des exigences salariales, les travailleurs expriment un rejet de la gestion social-démocrate de la crise. Sous l'égide du socialiste Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie et des Finances, la politique du franc fort, de désinflation et de réduction des déficits budgétaires se traduit par un coût social insupportable pour l'ensemble des salariés et surtout des chômeurs (au nombre de 3 millions, un des taux les plus élevés d'Europe), qui paient en premier le prix du maintien des "grands équilibres économiques et financiers", en se voyant imposer une baisse record de leur pouvoir d'achat. La France est même le pays d'Europe où les coûts salariaux sont les plus réduits. L'explosion, ces dernières années, des profits patronaux est un exemple significatif, ce qui devient insupportable au plus grand nombre.

D'autant que, parallèlement, le chômage ne cesse de croître. Au moment où l'économie mondiale connaît une nouvelle période de "refroidissement", les licenciements se comptent, de nouveau, par dizaines de milliers, dans les industries tradi-



1) Voir *Inprecor* n° 332 du 7 juin 1991.

2) Voir *Inprecor* n° 340 du 8 novembre 1991.

tionnelles comme dans les secteurs de pointe. La CGT estime à près de 100 000 le nombre des licenciements intervenus depuis juin 1991. Renault, Citroën, Bull, Sacilor, Usinor et Philips, sans oublier des centaines de petites et moyennes entreprises, restructurent ou ferment leurs portes. La vague de licenciements est presque aussi importante que celle de 1982.

L'approfondissement de cette politique néo-libérale a creusé le fossé entre les socialistes et le "peuple de gauche". Le gouvernement a vu un rétrécissement substantiel de sa base sociale. L'écart entre le programme du 10 mai 1981 — date de l'arrivée au pouvoir de la gauche — et la réalité de la politique de la décennie Mitterrand est la première explication fondamentale, sociale et historique de l'effondrement du pouvoir socialiste.

La cote de popularité du président de la République et de son actuel Premier ministre, Edith Cresson, enregistre une chute constante dans les sondages, comme le confirme la perte d'un tiers des voix du Parti socialiste lors des consultations électorales partielles entre 1988 et 1991.

Cette perte de substance du pouvoir socialiste est amplifiée par la crise des institutions antidémocratique de la Ve République : concentration extrême des pouvoirs au sommet de l'Etat dans une présidence prenant des allures de véritable monarchie présidentielle ; usure d'un pouvoir de plus de dix années et limitation de plus en plus importante des prérogatives du Parlement en sont les traits principaux. Tous les ingrédients d'une crise de régime sont donc réunis — sans oublier corruption et affairisme de nombre de députés socialistes et des partis de droite, qui aggravent la crise de représentation politique.

Aussi n'est-il pas étonnant que Mitterrand tente de sortir de l'impasse sur le terrain institutionnel en proposant des réformes constitutionnelles. Mais, le but de la manœuvre est d'opérer une diversion face aux problèmes réels.

En effet, le pari de Mitterrand est de modifier la Constitution en faisant ratifier cette décision par un référendum qui lui permettrait de reprendre l'initiative, et de légitimer son pouvoir. Ces modifications consis-

tent principalement en une réduction du mandat présidentiel de sept à cinq ans (d'autres hypothèses sont aussi envisagées, par exemple, le non renouvellement d'un mandat de sept ans) et un changement du mode de scrutin actuel en y incluant une dose de proportionnelle. Ces propositions visent, en fait, à amortir la chute prévisible des socialistes aux prochaines élections et à créer de meilleures conditions pour de nouvelles alliances avec les centristes et les écologistes. Mitterrand mise sur une division de la droite traditionnelle face aux éventuali-

tés d'alliances avec le parti d'extrême droite, le Front national (FN), au niveau régional.

Tel est le plan de Mitterrand : fragmentation de la représentation politique parlementaire, division de la droite et coalition socialo-centriste avec des représentants de la droite comme l'ancien Premier ministre de Giscard d'Estaing, Raymond Barre. Mais tout cela suppose encore que le Parti socialiste se maintienne au dessus des 20/25 % pour rester un pôle suffisamment attractif pour une alliance avec le centre. Or, rien n'est moins sûr. Le PS risque de connaître un effondrement électoral lors des prochaines élections régionales, sans précédent depuis la fin des années 60. Il sera alors difficilement en mesure de constituer l'axe du pouvoir. La droite, avec ou sans l'extrême droite, sera probablement très largement majoritaire. Des sondages indiquent même que 22 conseils régionaux

sur 26 seront dirigés par des coalitions de droite ou de droite/extrême droite. Le pays risque fort d'être ingouvernable. Mitterrand sera alors obligé de recourir à des élections anticipées pour endiguer la crise politique.

La montée du Front national

Le problème majeur de la situation politique française est sans aucun doute la montée d'une vraie force fasciste, le FN, crédité de plus de 20 % des voix, 50 ans après le régime de Vichy et la collaboration avec les nazis.

Cette coordonnée de la situation politique pèse en premier lieu sur la droite traditionnelle. Les déclarations successives du président de Rassemblement pour la République (RPR, gaulliste), Jacques Chirac, parlant de l'"odeur des immigrés", celles du principal dirigeant de l'Union pour la démocratie française (UDF), l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing, contre « l'inva-

sion étrangère » traduisent une transformation de la droite traditionnelle. Confrontée aux problèmes de l'immigration du Sud et de l'Est, aux difficultés de la construction européenne, la droite française remet de plus en plus en cause certaines de ses références liées à la Révolution française ou à la Résistance de 1940-1945, pour reprendre ce qu'il y a de plus réactionnaire dans son histoire. Certains de ces secteurs vont même plus loin : ils se préparent à des coalitions directes ou indirectes avec le FN. Cela crée, inévitablement, de nouvelles différenciations sur lesquelles compte jouer François Mitterrand.

Politique d'exclusion

Mais tant que la gauche ou le mouvement ouvrier ne seront pas capables d'inverser la tendance politique actuelle, toutes les hypothèses — coalition socialiste-centriste ou retour d'une droite sous pression du Front national — nourrissent la crise politique et la montée du Front national.

Les 50 mesures récentes proposées par Le Pen contre les immigrés — de la concentration des immigrés dans des camps avant leur expulsion à l'annulation rétroactive de toute naturalisation depuis 1974 —, les propositions pour détruire l'éducation nationale, son programme "social" qui vise à accroître l'exploitation des salariés en obligeant les gens à travailler 49 heures en moyenne tout en compressant les salaires, sa volonté de liquider les libertés démocratiques et les organisations ouvrières, tout cela constitue les attributs du programme du FN, qui n'a rien à envier à un programme fasciste.

Certains beaux esprits se rassurent en soulignant l'absence de violence de masse réactionnaire ou contre-révolutionnaire, classique des fascistes. Même s'il y a des opérations musclées menées par le service d'ordre du FN, il n'y a certes pas de violence de masse fasciste. Il est aussi vrai que s'il n'y a pas de violence contre-révolutionnaire, c'est que, malheureusement, la révolution ne frappe pas aux portes de nos sociétés capitalistes. De même, l'accession des fascistes au pouvoir central n'est pas pour demain, aucu-



Jacques Chirac, dirigeant du RPR



ne fraction du grand capital ne fait un tel choix. Mais qu'on ne se trompe pas : d'ores et déjà, ces partis néo-fascistes accumulent des forces, et pas seulement en France — signalons la montée des nationalistes flamands, des fascistes autrichiens, des ligues lombardes, de l'activité de groupes nazis en Allemagne (3). L'extrême droite européenne polarise progressivement la droite traditionnelle et se niche dans les trous béants que laisse la crise du mouvement ouvrier, s'attaque aux immigrés en attendant de s'en prendre aux libérés démocratiques et au mouvement ouvrier. Le danger est réel.

Dans cette situation, la crise du mouvement ouvrier s'approfondit.

La rose s'est fanée

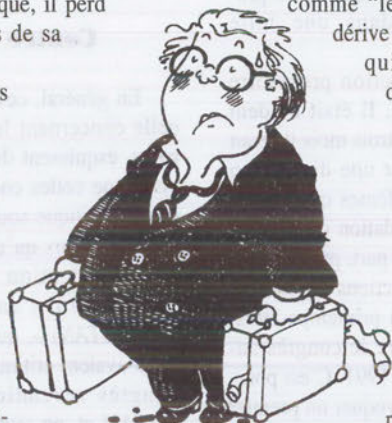
Le Parti socialiste n'est plus qu'un bateau ivre. Soumis aux impératifs de la politique d'austérité gouvernementale et aux diktats de la Ve République, il perd chaque jour un peu plus de sa base militante.

Ses divisions internes le minent de plus en plus ; ses débats et ses courants sont plus que jamais surdéterminés par les prochaines échéances présidentielles. Le PS tend à se transformer en une somme d'"écuries présidentielles" organisées autour des futurs candidats. Tant que Mitterrand trône au sommet de l'Etat, les institutions de la Ve République cimentent l'unité du PS. Qu'en sera-t-il, lorsque Mitterrand abandonnera les rênes du pouvoir ?

Déjà, le duel Rocard-Delors (deux des candidats possibles aux prochaines présidentielles) menace l'unité socialiste. Les prochaines échéances électorales peuvent, donc, mettre à l'ordre du jour l'explosion du Parti socialiste (4). Des résistances à la politique gouvernementale se manifestent, ici et là dans le PS. Les tendances Socialisme et République et Gauche socialiste, à l'intérieur du PS, rejettent les outrances libérales de la politique social-démocrate actuelle, mais elles sont loin d'offrir une orientation de classe indépendante à celle de la direction. Socialisme et République de Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la Défense, se fourvoie dans une réaction nationaliste interclassiste (divers appels ont été faits en direction des gaullistes) face à l'Europe. Tandis que la Gauche socialiste se réclame toujours plus de Mitterrand.

Le Parti communiste français (PCF) s'installe, lui aussi, dans la crise. Ayant refu-

sé de condamner le putsch de Moscou du 19 août 1991, ce parti fait quotidiennement la preuve qu'il reste un des plus stalinien d'Europe. Ses autoproclamations, sur le thème « *Le PCF change, nous ne sommes plus stalinien* », ne trompent plus personne. Les réunions se vident. Sa baisse d'activité militante atteint un seuil critique. Dernièrement, la crise de deux des piliers fondamentaux du PCF — les élus parlementaires et municipaux et les syndicalistes — s'est aggravée. Un bon tiers des élus échappe maintenant au contrôle de la direction Marchais, secrétaire général du Parti. Une partie substantielle de la direction de la CGT rejette une stricte subordination à l'appareil du PCF. Tout cela contribue à un affaiblissement considérable d'un parti qui pense néanmoins, étant donné l'effondrement du PS, pouvoir limiter la "casse". Arc-bouté sur le noyau dur de son appareil, le PCF espère amortir sa chute électorale en apparaissant comme "le" parti, qui résiste à la dérive droitiste des socialistes et qui refuse l'Europe des douze.



Pierre Mauroy, ancien premier secrétaire du Parti Socialiste

Résistance sociale et proclamations nationalistes — les campagnes autour du mot d'ordre « *Produisons français* » reprennent de plus belle — se croisent dans le discours actuel du PCF, et s'accompagnent de références autogestionnaires mais aussi de pratiques manipulateurs dans les luttes.

Ainsi, les dirigeants nationaux du PCF et de la CGT ont dernièrement brisé la grève de Renault-Cléon, que l'appareil bureaucratique ne contrôlait plus. On voit là, les limites de l'orientation "démocratique" du PCF.

Cette politique rencontre des oppositions, celle confuse de milliers de militants qui la rejettent ponctuellement, participent à nombre de structures de débats et de réflexions et celle de tous les militants qui ne participent malheureusement plus à rien. Il existe aussi une opposition structurée de secteurs de la direction du Parti, qui évoluent sur des positions droitières voire ultra-droitières.

Charles Fiterman — ancien ministre communiste des Transports du premier gouvernement d'union de la gauche et membre du bureau politique du PCF — a impulsé Refondations, un carrefour d'idées et de débats avec des militants de la gauche du PS et du mouvement associatif : c'est, pour ses initiateurs, un lieu de réflexion pour un nouveau courant réformiste, même si de nombreux militants chargent

d'un autre contenu ce type de rencontres, cherchant vraiment les voies d'une alternative à la politique social-démocrate. Philippe Herzog, autre membre du bureau politique du PCF entré en contestation, va lui, beaucoup plus loin. Il vient de lancer une nouvelle association, Confrontation, qui réunit des syndicalistes du PCF, des dirigeants socialistes comme l'ancien Premier ministre Rocard, et... des patrons, dont certains dirigent les principales entreprises françaises (Péchiney, Rhône-Poulenc, Crédit lyonnais). L'association capital-travail à l'initiative d'un membre du bureau politique du PCF : on aura tout vu !

Division et recentrage du mouvement syndical

La situation du mouvement syndical ne compense pas cette crise des partis réformistes. Le syndicalisme connaît un affaiblissement structurel : perte de plus de 50 % des effectifs sur une dizaine d'années. Les luttes actuelles ne se traduisent pas par un renforcement du syndicalisme, sauf dans certains secteurs, comme celui des petites entreprises ou celui d'un syndicalisme corporatif radical. La division et les batailles d'appareil dominant. Le recentrage gestionnaire de tout un pan du mouvement syndical influencé par des secteurs socialistes et le blocage stalinien dans la CGT paralysent le mouvement syndical. La Fédération de l'éducation nationale (FEN) est au bord d'une scission. Le mouvement syndical ne connaît pas de nouvelles éclaircies.

Cette situation est, bien entendu, le produit des rapports de forces globaux qui ne favorisent pas la classe ouvrière et ses organisations.

Malgré un renouveau des luttes, les limites de celles-ci, conjuguées à l'approfondissement de la crise d'ensemble du mouvement ouvrier, pèsent négativement.

Seule la combinaison d'une crise sociale et politique débouchant sur de nouvelles générations syndicales politiques recueillant le meilleur de l'expérience de ces décennies, pourra renverser le cours des choses. ★

Décembre 1991



3) Voir *Inprecor* n° 342 du 6 décembre 1991.

4) C'est dans ce contexte que Pierre Mauroy vient de quitter le secrétariat national du PS, pour céder la place à l'ancien Premier ministre Laurent Fabius. Ce dernier, qui compte sur la bénédiction de l'Elysée, avait eu la tâche, en 1984, de poursuivre la fameuse "pause" dans les réformes engagées par le premier gouvernement de la gauche conduit par Pierre Mauroy.

Congrès du PRC

Le congrès du Mouvement de la refondation communiste (MRC) s'est déroulé du 12 au 15 décembre 1991 à Rome. La décision a été formellement prise de construire désormais le Parti de la refondation communiste (PRC). Il s'agit d'un événement dont on ne saurait sous-estimer la portée, malgré toutes les difficultés que la nouvelle formation politique a connu dès le début et qui ont aussi marqué le congrès. Contrairement à ce qui s'est passé pour les autres partis communistes, la rupture qui a eu lieu à la suite du dernier congrès du Parti communiste italien (PCI), en février 1991, s'oriente incontestablement à gauche et concerne un nombre assez important de militants (1).

Livio MAITAN



PRES de 1 178 délégués, élus par les congrès provinciaux à raison d'un délégué pour 100 membres, ont participé au congrès — ce qui permet d'avoir une idée assez précise de la taille de la nouvelle organisation, soit

environ de 120 000 personnes (le chiffre de 150 000, avancé auparavant, s'est avéré quelque peu exagéré). Il faut préciser que membre ne signifie pas nécessairement militant au sens strict ; de ce point de vue, le MRC se situe plutôt dans la tradition de l'ancien PCI, dont la plupart des membres n'avaient aucune activité suivie — moins de 40 % des membres du MRC ont participé aux assemblées locales qui ont préparé le congrès de la mi-décembre (2).

Le fait que plus de 100 000 personnes participent à la fondation d'un nouveau parti se réclamant du communisme et des traditions du mouvement ouvrier doit être apprécié à sa juste valeur dans le contexte national et international actuel.

Si un certain nombre de conditions sont remplies — réflexion théorique sur les problèmes majeurs du mouvement ouvrier après la faillite des régimes bureaucratiques et crise d'identité des partis sociaux-démocrates, élaboration d'une stratégie anticapitaliste pour des pays occidentaux industrialisés, intégration réelle dans les mouvements de masse traditionnels et nouveaux, etc. —, le PRC pourra constituer une base de départ pour œuvrer à la relance du mouvement ouvrier italien.

Dans quelle mesure le congrès a-t-il progressé effectivement dans une telle direction ?

L'organisme de direction provisoire s'était fixé un but limité. Il était évident qu'en l'espace de deux ou trois mois il serait impossible de développer une discussion sérieuse sur tous les problèmes que pose à l'heure actuelle une refondation du mouvement communiste. D'autre part, puisque tout laissait prévoir que des élections législatives anticipées auraient lieu au printemps 1992, on ne pouvait pas remettre le congrès au-delà du mois de décembre 1991. C'est pourquoi il a été décidé de convoquer un premier congrès dont le but serait essentiellement de fonder le parti, de lui donner des instances de directions élues à tous les niveaux et de fixer une orientation politique pour les luttes en cours. Un deuxième congrès devrait avoir lieu dans quelques mois, après les élections. Plus concrètement, les délégués ont discuté d'un texte politique, d'un texte sur la conception du parti et d'un projet de statuts, proposés par la direction provisoire.

Le temps préparatoire à ce congrès a été, en fait, très limité : au mieux deux ou trois semaines. Toutefois, il y a eu dans la plupart des sections des débats assez vifs, où se sont exprimées les opinions les plus diverses, en dehors parfois des questions soulevées par les résolutions. Le texte d'orientation politique a été le plus souvent jugé assez insuffisant et de très nombreux amendements ont été présentés. Malheureusement, l'organisation du congrès n'a pas permis de réinvestir la plupart de ces contributions, produisant l'effet inverse à celui recherché. En effet, on était parti de l'idée qu'il fallait permettre l'expression la plus libre dans les instances de base et éviter que des filtres intermédiaires s'interposent entre les sections et les assises nationales. Ainsi, il avait été décidé que les votes sur les textes et les amende-

ments éventuels auraient lieu essentiellement dans les sections et que les congrès provinciaux se limiteraient à élire les représentants au congrès national. C'est justement une telle démarche qui a provoqué des inconvénients majeurs (par ailleurs, parfaitement prévisibles). Les congrès provinciaux n'ont pas pu élire leurs délégués sur la base de critères politiques clairs et, qui plus est, le congrès national a été littéralement submergé pas des milliers d'amendements et de résolutions provenant des sections qu'il était absolument impossible d'examiner et de discuter, non seulement en séance plénière, mais aussi dans des commissions.

Le congrès n'a pu finalement voter ni sur le texte politique proposé par la direction provisoire sortante, ni sur les amendements. Seules les résolutions concernant les luttes sociales et les questions internationales ont été adoptées à la majorité, presque sans discussion.

Contre Maastricht

En général, ces résolutions, notamment celle concernant les questions internationales, esquissent des orientations plus précises que celles contenues dans le premier projet politique soumis à la discussion. Par exemple, alors qu'au début on avait avancé la revendication du « dépassement de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) », que de très nombreux secteurs avaient critiqué, le texte adopté par le congrès revendique la dissolution de l'OTAN et, en tout cas, la sortie de l'Italie de cette organisation. En même temps, il rejette toute organisation militaire européenne — aussi bien dans le cadre de l'OTAN que dans celui de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) — et ne contient aucun jugement positif vis-à-vis de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), contrairement au projet initial. Le PRC se prononce également contre tout envoi éventuel d'un contingent européen en Yougoslavie. En outre, le congrès a engagé les groupes parlementaires du PRC à voter contre la ratification des accords de Maastricht. La campagne de solidarité avec Cuba a été aussi relancée et l'intervention de l'ambassadeur cubain — le seul invité étranger, outre le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) — a été très ovationnée par les délégués.

La résolution sur la crise de la Confédération générale italienne du travail (CGIL) et les luttes sociales se fixe comme objectif prioritaire la mobilisation en défense de

1) Voir *Inprecor* n° 322 du 7 juin 1991.

2) Une enquête menée sur environ 700 délégués a permis d'établir qu'il y avait au congrès 108 ouvriers, 289 employés et 82 étudiants. Les femmes représentaient 21,2 % du total des délégués.

l'échelle mobile des salaires qui, après un accord intervenu récemment entre syndicats, patrons et gouvernement, devrait être annulée dans quelques mois. En deuxième lieu, ce texte met l'accent sur la revendication de la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, comme moyen de lutte contre le chômage et propose la formation de comités de lutte pour le travail et pour une définition des « finalités sociales du travail ».

Aucune discussion sur une orientation syndicale d'ensemble n'était à l'ordre du jour du congrès. En effet, il s'agit d'un problème épineux du fait des approches assez différentes qui existent au sein du PRC. La majorité des membres du nouveau parti militent dans la CGIL. A l'occasion du congrès de cette confédération, en octobre 1991, ils ont contribué à organiser la tendance lutte de classes (Etre un syndicat), qui a remporté des scores assez significatifs, dépassant 30 % dans certaines branches industrielles. Mais d'autres militent dans d'autres syndicats ou animent des comités de bases (COBAS) ou des structures d'auto-organisation luttant dans le même sens (l'expérience la plus importante a été faite jusqu'ici chez Alfa Romeo, à Milan).

Au cours des derniers mois, le MRC s'est engagé essentiellement dans deux campagnes politiques : celle menée au Sénat et à la Chambre des députés contre la loi budgétaire du gouvernement qui porte de nouveaux coups au niveau de vie des travailleurs, et celle contre le président de la République, Francesco Cossiga, qui, en violant aussi bien la lettre que l'esprit de la Constitution, est devenu le principal protagoniste d'une campagne pour des changements constitutionnels dans un sens populiste et réactionnaire. Sur ce terrain, le PRC arrive actuellement à une convergence partielle avec l'ancien PCI, le Parti démocratique de la gauche (PDS) qui a pris l'initiative d'une mise en accusation formelle de Cossiga au Parlement. Au cours de la prochaine campagne électorale, il va mener une bataille pour la défense des droits démocratiques

— dont celui de la représentation proportionnelle — et contre les différents projets de révision réactionnaire de la Constitution de 1947.

Le congrès a adopté les statuts de la nouvelle organisation à la majorité. La discussion sur les statuts a connu deux moments difficiles. Le premier s'est produit lors du débat sur le nom du parti — les délégués étant partagés entre Parti de la refondation communiste et Parti communiste tout court. Après des échanges assez vifs, c'est la première solution qui a été adoptée, mais un certain nombre des délégués ont quitté la salle en signe de protestation (ils expliquaient qu'au cours d'une assemblée, au mois de mai 1991, il avait été décidé de choisir le nom de Parti communiste et qu'on n'aurait pas dû revenir sur cette décision).

Une organisation pluraliste

Le deuxième moment de tension s'est produit à propos d'un article des statuts affirmant le droit des camarades femmes, se réclamant de la « théorie de la différence », de tenir des réunions non-mixtes. En fait, trois positions se sont exprimées : celle des camarades qui défendaient l'article, celle d'autres camarades qui voulaient l'amender en expliquant que les réunions non-mixtes ne devraient pas constituer des instances de l'organisation et celle de femmes se prononçant contre toute forme d'autonomie, aussi bien pour les femmes que pour les jeunes. L'amendement présenté par les camarades de la deuxième position ayant été repoussé, l'article a été soumis au vote dans sa forme originale. Il a été rejeté de justesse, un nombre important de délégués s'abstenant ou ne participant pas au vote. Cela a provoqué de très fortes tensions dans le congrès. Par la suite, la décision a été prise d'ouvrir une discussion dans l'organisation sur ces questions controversées.

Les statuts comportent une innovation assez radicale en ce qui concerne l'élection des instances de direction. Les pressions pour accroître le poids des instances locales

et rendre possible des révocations ont abouti au fait que 80 % des membres de la direction nationale seront élus au niveau provincial et 20 % directement par le congrès national (45 membres). Finalement, les statuts assurent aux membres et aux minorités éventuelles une série de droits démocratiques, y compris le droit de s'organiser pour défendre leurs positions, tout en excluant les groupes structurés permanents.

Mais la phase la plus dramatique du congrès a eu lieu pendant la nuit qui a précédé la clôture. La question se posait de savoir si le parti devrait avoir non seulement un secrétaire, mais aussi un président. En fait, il s'agissait de trancher sur les rôles respectifs des deux dirigeants les plus connus, Sergio Garavini et Armando Cossutta. Un accord existait déjà sur la candidature de Garavini comme secrétaire : il fallait décider si Cossutta devrait ou pas être élu président. Aucun accord n'a été possible avant la clôture des travaux ; il a donc été décidé de convoquer une dernière séance du congrès, le 19 janvier, pour élire la nouvelle direction et surmonter les difficultés rencontrées.

On a beaucoup discuté dans le MRC et autour sur la question de savoir si le nouveau parti devait marquer une continuité par rapport à l'ancien PCI ou s'il s'agissait d'un nouveau départ. Sans ignorer que la première solution avait ses partisans et que ceux-ci n'ont pas désarmé, le congrès a confirmé que la deuxième est largement majoritaire. Par ailleurs, il faut rappeler des forces d'origines différentes se retrouvent dans le nouveau parti. Si celles qui proviennent de la rupture du PCI, en février 1991, représentent la très large majorité, il ne faut pas oublier que d'autres avaient quitté le PCI à différentes occasions, depuis la fin des années 1970, auxquelles il faut ajouter les anciens du PDUP (3), les anciens membres de Democrazia Proletaria (DP), dont les militants de la IVe Internationale (leurs interventions comme celles des autres dirigeants de DP ont été fort applaudies) et de nombreux militants d'extrême gauche qui avaient cessé toute activité (4).

Ce caractère pluraliste du PRC est apparu clairement dans le déroulement du congrès et a été signalé comme un acquis positif dans toute une série d'interventions dont celles de dirigeants parmi les plus connus, par exemple, Cossutta. ★

10 janvier 1991



QUATRIEME INTERNATIONALE

n° 43 Décembre 1991- Février 1992 ♦ 50 Frs

BILAN D'UNE CRISE SYSTÉMIQUE : URSS, Chine, Yougoslavie, Pologne

Avec des articles de David Seppo, Livio Maitan,
Catherine Samary, Jan Malewski, Ramon Gorriz

Chèques bancaires et postaux libellés à l'ordre de PEC
à adresser à Quatrième Internationale
2, rue Richard Lenoir
93108 Montreuil, France

Virements postaux à PEC, CCP 232242 T Paris

3) Organisation d'extrême gauche issue du courant *El Manifesto*, qui par la suite était rentré dans le PCI.

4) Selon l'enquête déjà mentionnée 532 délégués provenaient de l'ancien PCI, 113 d'autres formations politiques et 56 n'avaient appartenu à aucun parti auparavant.

Les rois du racket

Aux manifestations de colère provoquées par la libération des prix, s'ajoute le malaise suscité par les privatisations, en cours depuis bientôt deux ans dans l'ancienne Union soviétique. Le district Octobre de Moscou a été le théâtre de nombreux conflits autour des privatisations en 1991. **Inprecor** a rencontré Iouri Marenitch, professeur d'économie, élu député du peuple du Soviet du district Octobre (conseil ou parlement), en mars 1990, membre du présidium de cette instance et président de sa commission économique (voir **Inprecor** n° 323, 335 et 336 des 1er février, 19 juillet et 13 septembre 1991).

INPRECOR : Des événements dramatiques se sont déroulés le week-end dernier dans le Soviet de votre district : des députés se sont barricadés dans les locaux contre la police. Que s'est-il passé exactement ?

Iouri MARENITCH : En juillet 1991, le maire de Moscou, le dirigeant du mouvement libéral Gavril Popov, a décidé de dissoudre les comités exécutifs de tous les soviets de district de la ville. Sans ces organismes, les Soviets n'ont évidemment plus le pouvoir de prendre des décisions. Le putsch d'août 1991 a retardé l'application de cette mesure mais, la semaine dernière, Popov a ordonné la réquisition de l'immeuble de notre comité exécutif par la ville. Or il se trouve que le Soviet travaille aussi dans ces locaux, et Popov ne nous a rien proposé d'autre. Nous avons donc dû défendre physiquement la propriété du Soviet de quartier.

♦ **Que se cache-t-il derrière cette campagne générale contre les Soviets élus, conduite par les libéraux, ou les "démocrates", tels Eltsine, Popov et Sobtchak, le maire de Léningrad ? Ilia Zaslavski, ancien président de votre Soviet, et proche de Popov, a affirmé récemment que le slogan « Tout le pouvoir aux Soviets » était progressiste au printemps 1990 mais qu'il était devenu réactionnaire depuis.**

Ils avaient besoin des Soviets pour enlever le pouvoir aux communistes. Ils avaient fait leur campagne électorale avec le slogan : « En arrivant au pouvoir, nous démantèlerons le monopole de la propriété et gérerons l'économie par le marché. » Mais une fois qu'ils ont eu l'accès à la propriété publique, ils ont eu la tentation de la récupé-

rer pour eux. Cela a été facilité par la possibilité de cumuler des emplois dans les institutions du gouvernement avec des postes dans des firmes privées négociant avec le gouvernement.

En somme, les gens chargés de superviser la privatisation ont tout simplement transféré la propriété des districts à des compagnies leur appartenant. Ils ont maintenant un pouvoir très fortement centralisé, non plus comme fonctionnaires du gouvernement mais comme propriétaires privés de la majeure partie des biens immobiliers du district. Ils n'ont donc plus besoin du Soviet élu ; au contraire, il est devenu gênant.

Tous les membres du comité exécutif du Soviet ont créé des compagnies privées qu'ils dirigent. Une firme s'est emparée des services d'information du Soviet ; une autre de son service juridique ; une troisième, UKOSO, de tout l'immobilier et des droits de vente et de location sur le territoire du district. Cette dernière loue des bâtiments et des terrains à d'autres compagnies, en échange de 40 % de leurs bénéfices. Comme toutes les nouvelles compagnies ont besoin de locaux, elles doivent accepter les conditions établies par cette firme en position de monopole, et lui verser 40 % de leurs bénéfices. On retrouve là, en fait, le vieux système de "commandement administratif", mais aujourd'hui le monopole est privé et non public.

♦ **Voulez-vous dire qu'UKOSO s'est approprié, sans rien payer, une partie colossale du parc immobilier en plein centre de Moscou ? Cela me semble difficile à concevoir...**

C'est pourtant simple. Depuis les années 30, nous avions un système de transfert de la propriété sans paiement. Mais il ne s'agissait que de la propriété d'Etat, et les transferts se faisaient d'une agence ou d'une entreprise

d'Etat à une autre. Toutes les parties agissaient au nom d'un même propriétaire, l'Etat. Or, il y a maintenant aussi des propriétaires privés, mais la même procédure est utilisée pour transférer la propriété du Soviet de district, un organe d'Etat, vers une compagnie privée, UKOSO, comme s'ils ne comprenaient pas que c'est tout à fait différent.

♦ **Mais c'est du vol pur et simple !**

L'ironie de la chose est qu'au sens strict du terme, l'on ne peut pas parler de vol, puisqu'aucun délit n'a eu lieu. En pratique, aucune loi n'interdit les cumuls de fonctions.

Voici un exemple. Un immeuble de trois étages au centre de Moscou de 1 150 m² de surface, dont le prix formel était évalué à 52 000 roubles (quand, au marché noir, une voiture se vend 150 000 roubles) a été déclaré sans valeur ni utilité pour le district et transféré gratuitement à l'UKOSO. Le jour même, l'UKOSO l'a vendu pour 6,7 millions de roubles et 311 000 "roubles forts" (qui représentent environ 80 fois la valeur du rouble ordinaire).

♦ **Ainsi, le district n'a rien touché sur cette privatisation ?**

Voilà pourquoi il y a un conflit. Comme son nom l'indique, la privatisation est un processus par lequel la propriété est transférée de l'Etat à des mains privées ; mais l'Etat devrait être dédommagé. Or, le budget du district n'a pas reçu le moindre kopeck ; non seulement la propriété du peuple est dilapidée sans contreparties, mais ceux qu'il avait désignés pour la gérer se l'approprient.

♦ **Combien de choses ont-elles déjà été privatisées de cette façon ?**

Le comité exécutif a donné l'ordre de transférer toutes les propriétés dépendant du district à l'UKOSO. Une partie des immeubles et des terrains du district sont sous la juridiction d'entreprises ou d'agences d'Etat. Celles-ci ont également transféré certains de leurs immeubles à l'UKOSO, mais elles ont, au moins, demandé des garanties pour les locataires : si l'immeuble est vendu, on doit leur proposer d'autres appartements.

♦ **Qu'avez-vous fait, en tant que député ?**

Je lutte depuis mai 1990, quand j'ai appris que l'on pouvait cumuler des postes dans l'exécutif du district et dans le secteur privé. Nous ne connaissions pas encore la composition de l'exécutif, mais tous les can-

didats déclaraient qu'ils participeraient à la direction de l'UKOSO, or nous savions que, dans presque tous les pays civilisés, un tel cumul est interdit. Il ne fallait pas être devin pour prévoir qu'ils allaient se vendre les propriétés entre eux aux prix les plus bas possibles, soit, dans ce cas, zéro rouble. Il y a des sommes fabuleuses en jeu et la tentation est grande.

Ainsi, dès le début, nous nous sommes opposés au principe du cumul des postes. On nous a répondu de manière édifiante : « *Comment osez-vous suspecter que des gens si honnêtes pourraient violer la confiance populaire ?* » Ainsi, aujourd'hui, le président du comité exécutif, Gousev, dirige l'équipe de directeurs du Centre de construction urbaine, une firme privée qui fait des affaires avec le district. Zaslavski a déclaré qu'il dirigerait personnellement le processus et il a demandé un mandat du Soviet pour présider le comité exécutif entre les sessions, alors que c'est interdit par notre Constitution.

Les députés ont refusé, et sa liste de candidats pour l'exécutif n'a pas réussi à remporter le vote requis. Il a alors convoqué une réunion des membres de Russie démocratique (la principale coalition libérale qui soutient Eltsine) dans le Soviet, soit 76 des 148 députés. La réunion a décidé de demander au Soviet un vote de confiance sur le président, Zaslavski. Selon le règlement, si un tel vote est majoritaire, toute la liste de l'exécutif est automatiquement confirmée. Ils ont remporté ce vote.

◆ *Il semble incroyable que les choses se passent aussi facilement.*

Ici, les gens sont habitués aux cumuls des postes de direction politiques et économiques. Dans l'ancien système, il était courant qu'un ministre soit aussi directeur d'un important complexe économique, et aussi membre du comité central du Parti communiste. L'appareil du comité central était chargé de diriger les activités des ministres, pour qu'ils restent honnêtes et pour s'assurer que le plan était respecté. Bien sûr, cela a grandement miné la capacité réelle du Parti à superviser le fonctionnement de l'administration économique, c'était dans le cadre d'un régime où tout appartenait à l'Etat et où il était impossible de s'approprier directement des propriétés et des usines à une grande échelle.

Si vous racontez à un citoyen ordinaire que Zaslavski, Vassilev ou un autre se sont alloués d'élégants appartements d'Etat de quatre pièces pour leur usage personnel, il se mettra en colère contre un tel abus de pouvoir. Mais si vous lui dites que l'un d'eux s'est approprié tout un immeuble ou l'ensemble du district, il refusera tout bon-

nement de vous croire, parce qu'une chose pareille ne s'est jamais produite en 70 ans. Les gens continuent à voir ces biens comme des propriétés publiques et, quand on leur dit qu'ils ont déjà été privatisés, ils ne le réalisent pas. Ce n'est que lorsqu'ils reçoivent l'ordre de quitter leurs appartements et quand les forces spéciales de sécurité viennent les déloger qu'ils comprennent enfin qu'ils se sont faits plumer.

Aujourd'hui, avec l'accélération de ces procédés à la suite du putsch, les gens comprennent plus vite. Mais nous, les députés du Soviet — à qui l'on déclare « *vous entravez le travail du gouvernement* » —, nous l'avons compris depuis le début. C'est pour cela que nous étions dangereux et qu'ils ont décidé de liquider les Soviets.

◆ *Les membres du Soviet se sont-ils majoritairement opposés à cela ?*

Au départ, nous étions une minorité à être contre. Mais nous sommes devenus majoritaires quand a commencé le transfert actif de la propriété immobilière à l'UKOSO et au Centre de construction urbaine. A cette époque, la Constitution exigeait les deux-tiers d'une assemblée pour établir un quorum. Pour nous, cela signifiait 99 personnes or nous n'avons pu en rassembler que 98. Zaslavski avait créé autour de lui un petit groupe dévoué, lié aux compagnies privées, qui boycottait les sessions. Finalement, la loi a changé et il ne fallait que 50 % pour établir un quorum. Nous avons alors immédiatement démis Zaslavski de son poste de président du Soviet. Mais il a refusé de le quitter et de transférer les affaires du Soviet au nouveau président. Les députés ont dû faire une grève de la faim de six jours pour le démettre de ses fonctions.

◆ *Qu'a fait le maire de la ville, Popov, à cette occasion ?*

Il a soutenu Zaslavski, en déclarant qu'il s'agissait d'une lutte des conservateurs contre les démocrates.

◆ *Mais Zaslavski avait violé la loi...*

Aujourd'hui, dans ce pays, le concept de la "nécessité révolutionnaire" domine. Au tout début, en juin 1990, juste après l'élection du Soviet suprême de Russie et de son président Boris Eltsine, le cumul des postes entre le gouvernement et le privé avait été déclaré interdit. Mais il est apparu que c'était uniquement valable pour des fonctionnaires du vieux appareil, et non pour les nouveaux gérants des affaires "démocrates". Ainsi les règles s'appliquent de manière sélective, c'est-à-dire, sans aucune loi.

D'après moi, c'est une politique

consciente. Par exemple, après la publication d'un reportage sur ce qui se passait dans notre district dans les *Nouvelles de Moscou*, Shakhrai, le représentant du Soviet suprême, a déclaré que le cumul de postes était immoral et qu'une loi l'interdisant était en préparation. Cette déclaration n'a eu absolument aucun effet sur Zaslavski. Et je peux affirmer catégoriquement — et vous montrer des documents — que ces pratiques sont monnaie courante, non seulement au niveau du district, mais au niveau de la ville et encore plus haut. Le président du comité exécutif de Moscou, Louzhov, dirige aussi une firme privée qui traite directement avec la ville. Zaslavski et ses collègues se sont d'ailleurs justifiés en citant le gouvernement de la ville : « *Pourquoi n'aurions-nous pas les mêmes droits ?* »

◆ *Vous voulez dire que c'est partout pareil ?*

Je suis certain que, comme c'est possible de le faire, cela se fait partout. C'est un facteur clé de la désintégration actuelle du pays en principautés de type féodal. Ceux qui sont au pouvoir dans un district, une ville, une région ou une république détiennent le pouvoir sur ses propriétés et veulent le préserver de toute interférence extérieure.

Cela devient parfois absurde : des villages déclarent leur souveraineté. Mais c'est aussi relativement compréhensible. Le président du Soviet du village devient le détenteur de toute la propriété sur son territoire. Pourquoi devrait-il la partager avec ceux du gouvernement du district ? Il essaye de défendre son patrimoine, installe des bornes, poste des gardes frontières. Afin de gagner un soutien populaire pour ce qui est, en réalité, une lutte pour la propriété entre bureaucraties, il essaye de lui donner un contenu national, religieux, etc.

◆ *Qu'est devenu Zaslavski après que vous l'avez écarté de la présidence de votre Soviet de district ?*

Il a immédiatement obtenu un emploi dans l'administration municipale. Ensuite, il est devenu Vice-président de l'organisation Russie démocratique pour Moscou, avec un poste semblable à celui que détenait auparavant Iouri Prokofiev, ancien premier secrétaire du comité de la ville de Moscou de l'ancien Parti communiste. Et aujourd'hui, Popov exerce des pressions pour qu'il devienne premier procureur de Moscou.

Il est de notoriété publique que le maire s'est servi de notre district, Octobre, pour tester des innovations vers le marché. ★

Moscou, 27 octobre 1991
Propos recueillis par David Seppo

La valse des étiquettes

INPRECOR : *On a l'impression que les premières réactions ont été relativement faibles comparées à celles provoquées par la première réforme des prix de Pavlov, en avril 1991 — par exemple, les grèves survenues alors en Biélorussie (2).*

Alexandre BOUZGALINE : Les gens discutent beaucoup des nouveaux prix, mais pour le moment les réactions sont surtout verbales. En outre, les hausses n'ont pas constitué une très grande surprise, dans la mesure où, depuis quelque temps, les gens étaient déjà obligés de payer des sommes bien plus élevées pour certains produits que les prix fixés par l'Etat. Les magasins d'Etat étaient vides, et il fallait aller faire ses courses dans des magasins commerciaux, au marché ou encore acheter de nombreux produits dans le grand secteur illégal ou semi-légal des rues. Voilà pourquoi la hausse du 2 janvier n'a pas constitué un changement radical. Néanmoins, je pense que nous assisterons à des réactions virulentes plus tard, lorsque les stocks de marchandises que les gens ont accumulés dans leurs appartements seront épuisés.

◆ *Avant la réforme, plusieurs commentateurs soviétiques avaient déjà souligné que les spéculateurs disposaient d'énormes stocks, et qu'ils ne les mettraient sur le marché qu'après le 2 janvier.*

Dans l'étape actuelle, les spéculateurs sont évidemment en bonne posture. Maintenant nous avons trois systèmes de commerce : le commerce d'Etat, le commerce privé (les coopératives, etc.), et le commerce illégal, qui est en pleine croissance. Les frontières entre ces différents systèmes sont quasiment inexistantes. La libération des prix doit être analysée dans le cadre du monopole bureaucratique total sur l'économie. Rien ne permet d'espérer que cela nous aidera à sortir de la crise économique. L'Institut de pré-

Le 2 janvier 1991, le gouvernement russe de Boris Eltsine a libéré les prix de la plupart des produits de consommation courante, obligeant les autres républiques de la Communauté d'Etat indépendants (CEI) à le suivre. Le plan russe constitue une attaque sans précédent contre le niveau de vie des travailleurs : le salaire minimum a été augmenté à 342 roubles, mais d'ores et déjà un kilo de saucisse fumée coûte entre 100 et 150 roubles et le kilo de viande est vendu à 90 roubles. Ce plan économique, élaboré par le Vice-premier ministre Jegor Gaidar et soutenu par des économistes occidentaux, comme le professeur de Harvard Jeffrey Sachs, crée une nouvelle situation politique en Russie même. C'est la plus grande réforme anti-ouvrière menée par les "démocrates" triomphants.

Inprecor a pu s'entretenir avec Alexandre Bouzgaline, économiste marxiste et dirigeant du groupe des Communistes pour un Parti du travail (1), sur les premières réactions à ces réformes.

vision de l'Académie des sciences prévoit que la tendance au déclin de la productivité et de la production en général se poursuivra tout au long de l'hiver et du printemps 1992.

◆ *Quel genre de protestation organisée y a-t-il eu durant les jours qui ont suivi l'application des réformes ?*

La droite — les prétendus "patriotes" — a organisé une manifestation à Moscou, soutenue par le Front uni des travailleurs (FUT), avec des gens comme, par exemple, Sjirinovski et Nevzorov (3). A court terme, la droite se renforcera probablement — elle utilise des mots d'ordre simples sur le patriotisme et la justice sociale, pour s'adresser à des gens qui sont passifs et qui cherchent un nouveau leader, un "bon tsar". Pour nous, l'auto-organisation des travailleurs exige un niveau d'activité plus élevé. Le Parti du travail, auquel nous participons, essaye constamment de lancer des activités. Le 12 janvier, nous avons appelé à une manifestation de protestation sur la place Manezh, près du Kremlin.

◆ *Actuellement, les partisans d'Eltsine ne semblent pas être d'accord sur ce qu'il faut faire, ce que montre, par exemple, la campagne du Vice-président Routsikoy contre la réforme*

des prix de Eltsine et Gaidar. Qu'est-ce que cela signifie ?

Il y a deux tendances dans le camp d'Eltsine. Une "opposition" est dirigée par le maire de Moscou, Gavril Popov (qui a récemment menacé de démissionner), avec Chevarnadze, Iakovlev, etc. Ces gens n'ont pas une plate-forme politique très différente de celle d'Eltsine, mais ils se battent pour obtenir plus de postes. L'autre partie de l'"opposition", plus importante, se regroupe autour de Routsikoy qui a une ligne démagogique et populiste — on pourrait dire qu'il avance le même genre d'idées qu'Hitler au début des années 30, mais avec un vernis plus "civilisé". Il lance des appels à la loi et à l'ordre, il chante les vertus d'une Grande Russie forte et se prononce contre les profiteurs — mais, en réalité, il a une orientation pro-capitaliste.

Il est en train de créer une alliance autour de ces positions, avec des dirigeants de grandes entreprises d'Etat et des cadres intermédiaires de la bureaucratie. A mon avis, Routsikoy pourrait émerger comme un nouveau leader russe. ★

8 janvier 1991

Propos recueillis par Poul Funder Larsen

1) Voir *Inprecor* n° 310 et 338 du 1er janvier 1990 du 11 octobre 1991.

2) Voir *Inprecor* n° 329 du 26 avril 1991.

3) Sjirinovski s'était présenté contre Boris Eltsine lors de l'élection à la présidence de Russie, en juin 1991, avec un programme explicitement chauvin. Nevzorov est un conservateur connu, producteur de télévision.

Les volte-face de Boris

En 1986, Boris Eltsine a été le représentant de feu le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) au congrès de Hambourg du Parti communiste ouest-allemand (DKP). Il y a notamment déclaré : « Je vous apporte le salut de millions de communistes du pays de Lénine, le premier pays du socialisme de l'histoire (...). Je salue le souvenir d'Ernst Thälman comme incarnation de la fidélité sans limites aux aspirations révolutionnaires du prolétariat. »

Aujourd'hui, le même Eltsine veut expulser au plus vite de Russie le dirigeant de l'ancien PC est-allemand et disciple de Thälman, Erich Honecker... ★